

**BBM & ASSOCIES**

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

**38171 SEYSSINET PARISET CEDEX**

**ODICEO**

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

**69616 VILLEURBANNE CEDEX**

## **SAMSE S.A.**

2, Rue Raymond Pitet

38030 GRENOBLE Cedex 2

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

**BBM & ASSOCIES**

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

**38171 SEYSSINET PARISET CEDEX**

**ODICEO**

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

**69616 VILLEURBANNE CEDEX**

## **SAMSE S.A.**

2, Rue Raymond Pitet  
38030 GRENOBLE Cedex 2

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société "SAMSE S.A.", tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire de votre société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

---

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 – Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2013, de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'incidence relative à l'application de la norme IAS 19 (amendée) « Avantages du personnel ».

## **II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe, la société procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Elle évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons examiné les procédures mises en œuvre dans ce cadre et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe.
- La note 10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks de votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 10 de l'annexe.
- La note 11 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances de votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 11 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III - VERIFICATION SPECIFIQUE**

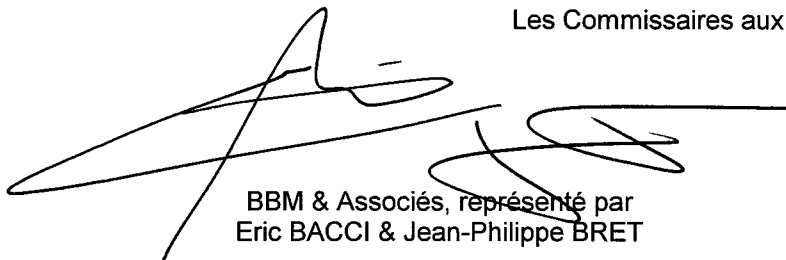
---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.


Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Seyssinet et Villeurbanne, le 28 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes



BBM & Associés, représenté par  
Eric BACCI & Jean-Philippe BRET



ODICEO, représenté par  
Sylvain BOCCON-GIBOD

## TABLE DES MATIERES

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES  
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE  
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE  
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES  
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE  
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 01 - PRINCIPES COMPTABLES  
Note 02 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET EVOLUTION AU COURS DE L'ANNEE  
Note 03 - TRANSITION AUX NORMES IFRS  
Note 04 - ECARTS D'ACQUISITION  
Note 05 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES  
Note 06 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES  
Note 07 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE  
Note 08 - TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES  
Note 09 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES  
Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES  
Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES  
Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION  
Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE  
Note 14 - CAPITAUX PROPRES  
Note 15 - PROVISIONS  
Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES  
Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS  
Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES  
Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION  
Note 20 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE  
Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL  
Note 22 - CHARGES EXTERNES  
Note 23 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS  
Note 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE  
Note 25 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS  
Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE  
Note 27 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT  
Note 28 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS  
Note 29 - FORMATION DU RESULTAT FINANCIER  
Note 30 - CHARGES D'IMPOTS  
Note 31 - QUOTE PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE  
Note 32 - RESULTAT PAR ACTION  
Note 33 - ENGAGEMENTS HORS BILAN  
Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES  
Note 35 - INSTRUMENTS FINANCIERS  
Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES (PAR NATURE D'ACTIVITE)

## INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

(en milliers d'euros)

### 1 - SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31 DECEMBRE 2013

	2013	2012	2011
Total de l'actif	817 527	801 937	793 800
Total des actifs non courants	337 650	325 048	319 034
Total des actifs détenus en vue de la vente	464	6 779	370
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE -	324 240	302 250	283 170
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants -	46 150	43 282	38 770
Dividende par action	2,10	2,00	2,20
Endettement financier net	154 637	162 570	164 927
Ratio d'endettement financier	41,75%	47,05%	51,22%

### 2 - SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013

	2013	2012	2011
Chiffre d'Affaires	1 168 404	1 138 007	1 141 503
Résultat Opérationnel Courant	51 006	47 487	54 363
Taux de marge opérationnelle courante	4,37	4,17	4,76
Résultat opérationnel	50 573	48 190	55 537
Résultat net des sociétés intégrées	34 694	34 335	37 788
Dont part attribuable aux actionnaires de SAMSE	29 659	30 805	33 102
Dont part attribuable aux intérêts non contrôlants	5 035	3 530	4 686
Résultat net par action (en €)	8,83	9,16	9,81
Résultat net dilué par action (en €)	8,83	9,16	9,78

# ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)

Au 31 Décembre				
2013				
2012				
2011				
Valeur				
nette				
nette				
nette				
notes				
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
		<b>337 650</b>	<b>325 048</b>	<b>319 034</b>
Ecarts d'acquisition	04	45 673	48 314	48 911
Autres immobilisations incorporelles	05	2 246	2 137	2 248
Immobilisations corporelles	06	230 485	223 344	218 430
Titres mis en équivalence	07	37 856	34 962	35 004
Titres de sociétés non consolidées	08	8 009	4 958	5 113
Autres actifs immobilisés	09	11 930	9 696	6 233
Impôts différés actifs	16	1 451	1 637	3 095
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
		<b>479 413</b>	<b>470 110</b>	<b>474 396</b>
Stocks de marchandises	10	217 631	209 321	207 324
Clients et comptes rattachés	11	145 954	149 625	160 139
Autres créances	12	62 682	64 231	57 841
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	53 146	46 933	49 092
<b>Actifs classés comme détenus en vue de la vente</b>	<b>06</b>	<b>464</b>	<b>6 779</b>	<b>370</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>817 527</b>	<b>801 937</b>	<b>793 800</b>
Au 31 Décembre				
2013				
2012				
2011				
notes				
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
		<b>370 390</b>	<b>345 532</b>	<b>321 940</b>
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	324 240	302 250	283 170
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	46 150	43 282	38 770
<b>DETTES NON COURANTES</b>				
		<b>136 737</b>	<b>140 017</b>	<b>141 260</b>
Provisions	15	9 847	9 447	7 902
Impôts différés passifs	16	9 480	8 238	9 656
Dettes financières à long terme	17	117 410	122 332	123 702
<b>DETTES COURANTES</b>				
		<b>310 400</b>	<b>316 388</b>	<b>330 600</b>
Provisions	15	2 465	1 994	2 292
Fournisseurs et comptes rattachés	18	146 366	157 566	165 921
Dettes financières à court terme	17	90 372	87 171	90 317
Autres dettes	19	71 197	69 657	72 070
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>817 527</b>	<b>801 937</b>	<b>793 800</b>

# ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

	notes	Exercices		
		2013	2012	2011
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>20</b>	<b>1 168 404</b>	<b>1 138 007</b>	<b>1 141 503</b>
Autres produits de l'activité	20	61	41	195
Achats et variation de stocks		813 963	793 564	800 045
Charges de personnel	21	171 250	168 786	161 971
Charges externes	22	82 794	81 312	79 411
Impôts et taxes		19 642	18 072	17 388
Dotations aux amortissements		27 137	25 856	25 256
Dotations aux provisions et dépréciations	23	2 129	4 252	4 361
Autres produits et charges de l'exploitation courante	24	-544	1 281	1 097
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>51 006</b>	<b>47 487</b>	<b>54 363</b>
<b>Taux de marge opérationnelle courante</b>		<b>4,37%</b>	<b>4,17%</b>	<b>4,76%</b>
Autres produits et charges opérationnels	25	-433	703	1 174
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>50 573</b>	<b>48 190</b>	<b>55 537</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	655	752	400
Coût de l'endettement financier brut	27	4 232	4 446	4 942
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>3 577</b>	<b>3 694</b>	<b>4 542</b>
Autres produits et charges financiers	28	2 027	1 876	1 810
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>29</b>	<b>-1 550</b>	<b>-1 818</b>	<b>-2 732</b>
Charge d'impôt	30	17 207	14 583	17 490
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	31	2 878	2 546	2 473
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>		<b>34 694</b>	<b>34 335</b>	<b>37 788</b>
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		29 659	30 805	33 102
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		5 035	3 530	4 686
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32	3 357 727	3 363 370	3 374 069
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32	3 357 727	3 363 370	3 385 919
<b>RESULTAT NET PAR ACTION (en €)</b>	<b>32</b>	<b>8,83</b>	<b>9,16</b>	<b>9,81</b>
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)</b>	<b>32</b>	<b>8,83</b>	<b>9,16</b>	<b>9,78</b>
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>		<b>34 694</b>	<b>34 335</b>	<b>37 788</b>
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		2 230	-449	-938
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		-92	15	31
<b>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>2 138</b>	<b>-434</b>	<b>-907</b>
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-289		
Impôts différés sur écarts actuariels		96		
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>-193</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS</b>		<b>1 945</b>	<b>-434</b>	<b>-907</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL</b>		<b>36 639</b>	<b>33 901</b>	<b>36 881</b>
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de Samse		31 607	30 371	32 196
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		5 032	3 530	4 685



# COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES

(en milliers d'euros)

	Exercices						
	2013	%	2012	%	% de variation	2011	%
	SUR C.A		SUR C.A		2013/2012	SUR C.A	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 168 404</b>		<b>1 138 007</b>		<b>2,67</b>	<b>1 141 503</b>	
Dont Chiffre d'affaires Négoce	960 100	82,17	939 544	82,56	2,19	951 726	83,37
Dont Chiffre d'affaires Bricolage	208 304	17,83	198 463	17,44	4,96	189 777	16,63
Autres produits de l'activité	<b>61</b>		<b>41</b>			<b>195</b>	
Achats et variation de stocks	<b>813 963</b>	69,66	<b>793 564</b>	69,73	2,57	<b>800 045</b>	70,09
Charges de personnel	<b>171 250</b>	14,66	<b>168 786</b>	14,83	1,46	<b>161 971</b>	14,19
Charges externes	<b>82 794</b>	7,09	<b>81 312</b>	7,15	1,82	<b>79 411</b>	6,96
Impôts et taxes	<b>19 642</b>	1,68	<b>18 072</b>	1,59	8,69	<b>17 388</b>	1,52
Dotations aux amortissements	<b>27 137</b>	2,32	<b>25 856</b>	2,27	4,95	<b>25 256</b>	2,21
Dotations aux provisions et dépréciations	<b>2 129</b>	0,18	<b>4 252</b>	0,37	-49,93	<b>4 361</b>	0,38
Autres produits et charges de l'exploitation courante	<b>-544</b>	-0,05	<b>1 281</b>	0,11	-	<b>1 097</b>	0,10
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>51 006</b>	<b>4,37</b>	<b>47 487</b>	<b>4,17</b>	<b>7,41</b>	<b>54 363</b>	<b>4,76</b>
Dont ROC Négoce	41 302	4,30	38 487	4,10	7,31	46 428	4,88
Dont ROC Bricolage	9 704	4,66	9 000	4,53	7,82	7 935	4,18
Autres produits et charges opérationnels	<b>-433</b>	<b>-0,04</b>	<b>703</b>	0,06	-	<b>1 174</b>	0,10
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>50 573</b>	<b>4,33</b>	<b>48 190</b>	<b>4,23</b>	<b>4,95</b>	<b>55 537</b>	<b>4,87</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	<b>655</b>	0,06	<b>752</b>	0,07	-12,90	<b>400</b>	0,04
Coût de l'endettement financier brut	<b>4 232</b>	0,36	<b>4 446</b>	0,39	-4,81	<b>4 942</b>	0,43
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>3 577</b>	<b>0,31</b>	<b>3 694</b>	<b>0,32</b>	<b>-3,17</b>	<b>4 542</b>	<b>0,40</b>
Autres produits et charges financiers	<b>2 027</b>	0,17	<b>1 876</b>	0,16	8,05	<b>1 810</b>	0,16
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 550</b>	<b>-0,13</b>	<b>-1 818</b>	<b>-0,16</b>	<b>-14,74</b>	<b>-2 732</b>	<b>-0,24</b>
Charge d'impôt	<b>17 207</b>	1,47	<b>14 583</b>	1,28	17,99	<b>17 490</b>	1,53
Quote part résultat net des sociétés mises en équivalence	<b>2 878</b>	0,25	<b>2 546</b>	0,22	13,04	<b>2 473</b>	0,22
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>	<b>34 694</b>	<b>2,97</b>	<b>34 335</b>	<b>3,02</b>	<b>1,05</b>	<b>37 788</b>	<b>3,31</b>

## Présentation de la Performance dans le compte de Résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé "Résultat Opérationnel Courant" (ROC), et prend en compte la recommandation 2009 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du Résultat Opérationnel Courant, les plus ou moins values dégagées lors de la cession d'é de l'actif immobilier, les charges de restructuration ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausser la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).



## TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercices		
	2013	2012	2011
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	29 659	30 805	33 102
Part des intérêts non contrôlants	5 035	3 530	4 686
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-1 463	-429	-1 112
Amortissements et provisions	28 731	26 371	25 680
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	17 207	14 584	17 490
Impôts versés	-15 801	-14 761	-18 061
Résultat sur cessions d'actifs	-983	-908	-1 893
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-72	59	-107
Charges liées au stock-options	126	-363	138
Autres produits et charges calculés		868	74
Subventions virées au résultat			
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>62 439</b>	<b>59 756</b>	<b>59 997</b>
Coût de l'endettement financier net	3 577	3 694	4 542
Variation du besoin en fonds de roulement	-13 338	-6 307	-24 274
<b>Flux de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>52 678</b>	<b>57 143</b>	<b>40 265</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-35 966	-37 689	-33 761
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 284	2 783	3 921
Subvention d'investissement	-4	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-703	-257	-6 708
Incidence des variations de périmètre (cessions)			1 626
Acquisitions d'immobilisations financières	-6 029	-4 370	-1 392
Diminution d'immobilisations financières	2 263	1 616	1 028
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-32 155</b>	<b>-37 921</b>	<b>-35 290</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-6 916	-7 608	-6 951
Dividendes sur actions auto-détenues	203	186	126
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 444	-912	-819
Augmentation de capital en numéraire			
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-317	-3 204	-720
Intérêts financiers nets versés	-3 577	-3 694	-4 542
Emission d'emprunts	50 459	54 400	65 563
Remboursements d'emprunts	-57 755	-54 110	-55 572
Autocontrôle	-756	112	-1 305
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-20 103</b>	<b>-14 830</b>	<b>-4 220</b>
<b>AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE</b>	<b>420</b>	<b>4 392</b>	<b>755</b>
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15 493	12 785	12 030
Reclassement de trésorerie	888	-1 684	
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	16 801	15 493	12 785

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	<b>Exercices</b>		
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Variation des stocks	-7 753	1 933	-19 683
Variation des créances clients et autres débiteurs	3 912	9 250	-18 122
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-9 449	-17 491	13 447
Intérêts courus non échus	-48	1	84
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-13 338</b>	<b>-6 307</b>	<b>-24 274</b>
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-786	-2 421	-4 079
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	83	2 164	-2 629
<b>Incidence des variations de périmètre (acquisitions)</b>	<b>-703</b>	<b>-257</b>	<b>-6 708</b>
Cessions de participations avec perte de contrôle			1 696
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre			-70
<b>Incidence des variations de périmètre (cessions)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 626</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-2 344	-1 395	-535
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-33 391	-36 415	-33 363
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	299	-245	-53
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	-530	366	190
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-35 966</b>	<b>-37 689</b>	<b>-33 761</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
<b>Situation à la clôture du 31.12.2010</b>	<b>3 458</b>	<b>44 722</b>	<b>306</b>	<b>183 690</b>	<b>1 804</b>	<b>27 308</b>	<b>261 288</b>	<b>35 726</b>	<b>297 014</b>
Inscription en réserves du résultat 2010				27 308		-27 308			
Résultat consolidé de l'exercice 2011						33 102	33 102	4 686	37 788
Distributions effectuées				-6 825			-6 825	-819	-7 644
Retraitement des stocks options				138			138		138
Impact des actions auto-détenues				-1 305			-1 305		-1 305
Ajustement de juste valeur des titres					-937		-937	-1	-938
Frais d'acquisition de titres				-22			-22		-22
Variation du % d'intérêts				-816			-816	-820	-1 636
Engagement de rachat de minoritaires				-1 448			-1 448		-1 448
Autres mouvements				-5			-5	-2	-7
<b>Situation à la clôture du 31.12.2011</b>	<b>3 458</b>	<b>44 722</b>	<b>306</b>	<b>200 715</b>	<b>867</b>	<b>33 102</b>	<b>283 170</b>	<b>38 770</b>	<b>321 940</b>
Inscription en réserves du résultat 2011				33 102		-33 102			
Résultat consolidé de l'exercice 2012						30 805	30 805	3 530	34 335
Distributions effectuées				-7 422			-7 422	-912	-8 334
Retraitement des stocks options				319			319		319
Impact des actions auto-détenues				-607			-607		-607
Ajustement de juste valeur des titres					-449		-449		-449
Frais d'acquisition de titres				-15			-15		-15
Variation du % d'intérêts				-3 544			-3 544	1 894	-1 650
Autres mouvements				-7			-7		-7
<b>Situation à la clôture du 31.12.2012</b>	<b>3 458</b>	<b>44 722</b>	<b>306</b>	<b>222 541</b>	<b>418</b>	<b>30 805</b>	<b>302 250</b>	<b>43 282</b>	<b>345 532</b>
Inscription en réserves du résultat 2012				30 805		-30 805			
Résultat consolidé de l'exercice 2013						29 659	29 659	5 035	34 694
Distributions effectuées				-6 713			-6 713	-1 445	-8 158
Retraitement des actions gratuites				126			126		126
Impact des actions auto-détenues				-708			-708		-708
Ajustement de juste valeur des titres					2 138		2 138		2 138
Gains / Pertes actuariels					-190		-190	-3	-193
Variation du % d'intérêts				-353			-353	322	-31
Engagement de rachat de minoritaires				-1 966			-1 966	-1 041	-3 007
Autres mouvements				-3			-3		-3
<b>Situation à la clôture du 31.12.2013</b>	<b>3 458</b>	<b>44 722</b>	<b>306</b>	<b>243 729</b>	<b>2 366</b>	<b>29 659</b>	<b>324 240</b>	<b>46 150</b>	<b>370 390</b>

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**  
Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées "le Groupe" ou "le Groupe SAMSE". Le siège social de la société SAMSE est situé à 2 rue Raymond Pitet - 38030 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 reflètent la situation comptable de la société SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Directoire du 5 mars 2014, examinés par le Conseil de Surveillance du 7 mars 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 6 mai 2014.

**Note 01 - PRINCIPES COMPTABLES**

**APPLICATION DES NORMES, REGLEMENTS ET INTERPRETATIONS DES NORMES**

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)). Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

**BASE DE PREPARATION**

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

**NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A PARTIR DE L'EXERCICE OUVERT AU 1er JANVIER 2013**

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- Amendement d'IAS 1 - Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global.  
L'amendement de la norme IAS 1 introduit une présentation des autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes : les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat et ceux qui ne le seront pas.

- IAS 19 révisée - Avantages du personnel.

Pour les comptes consolidés du Groupe, la principale modification introduite par la révision de la norme IAS 19 concerne le traitement comptable des écarts actuariels. Précédemment, le Groupe comptabilisait les écarts actuariels directement dans le compte de résultat de la période concernée. Depuis le 1er janvier 2013, les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global. Sur l'exercice 2013, 289 milliers d'euros de pertes actuarielles ont été reconnues dans les autres éléments du résultat global (non reclassés ultérieurement en résultat). Les impacts sur les comptes comparatifs n'ont pas été répercutés, étant considérés comme non significatifs. Pour rappel, 117 milliers d'euros de pertes actuarielles ont été enregistrées directement en résultat sur l'exercice 2012 et 22 milliers d'euros sur 2011. Le Groupe n'est pas impacté par des coûts des services passés résultant de modification ou de réduction de régime, et ne dispose pas d'actif du régime significatif.

Les nouveaux textes suivants n'ont pas engendré d'incidence notable sur les comptes consolidés du Groupe:

- Améliorations annuelles des normes IFRS - Cycle 2009-2011 (émis en mai 2012).
- Amendement d'IFRS 7 - Instruments financiers: informations à fournir - Compensation des actifs et passifs financiers.
- Amendement d'IAS 12 - Impôts différés - Recouvrement des actifs sous-jacents.
- IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur.

**NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION ULTERIEURE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE**

**Textes adoptés par l'Union européenne:**

- IFRS 10 - Etats financiers consolidés (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- IFRS 11 - Partenariats (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- IFRS 12 - Information à fournir sur les participations dans les autres entités (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- Amendement IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- IAS 27 révisée - États financiers individuels (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- IAS 28 révisée - Participations dans les entreprises associées et coentreprises (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 : dispositions transitoires (applicables aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2014).

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes par anticipation, et ne prévoit pas d'impact majeur consécutif à leur première application.

**Textes non adoptés par l'Union européenne:**

- IFRS 9 - Instruments financiers : classifications et évaluations, et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7.
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 - Entités d'investissement.
- Amendement à IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
- IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique.
- Amendement à IAS 39 - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes par anticipation, et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

**BASES D'EVALUATION**

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

#### UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2013 sont les suivants :

- . L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles
- . L'évaluation des engagements de retraite et assimilés
- . L'estimation des provisions pour risques et charges
- . La valeur de réalisation des stocks et des créances

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

#### PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

##### Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société mère) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2013, sont présentés en note 2.

##### Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du conseil d'administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Depuis le 1er janvier 2010, les nouvelles sociétés acquises à hauteur de 50% des droits de vote ont été comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, il s'agissait d'entités pour lesquelles le Groupe ne disposait pas du contrôle, ce dernier étant exercé majoritairement par le partenaire. Le Groupe n'applique pas par anticipation IFRS 10 et IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

##### Engagements de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement.

Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en "passifs financiers" pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Les options émises avant la date de première application de la version révisée de la norme IAS 27 sont traitées selon la méthode du "goodwill en cours" et celles émises après cette date sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

##### Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

#### Intérêts minoritaires

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

#### Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1er janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date. La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

#### Impôts

La rubrique " charge d'impôt " sur le compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilanciale).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

#### Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.



## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que " produits différés " et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second œuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable.

Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges de l'exploitation courante" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne "autres produits et charges opérationnels" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

## Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

### Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT.

L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur.

La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT,

à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant

le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans

et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,7% pour 2013 (8,9% en 2012 et 8% en 2011). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en terme de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1% pour 2013 (identique en 2012 et 2011).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise. Elles figurent sous la rubrique "Dotations aux provisions et dépréciations" du compte de résultat, en Résultat Opérationnel Courant.

## Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en "Dotations aux provisions et dépréciations" et viennent affecter le Résultat Opérationnel Courant.

### Contrats de location-financement et locations simples

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

### Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant.

Ces actifs cessent d'être amortis.

### Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

### Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

### Païement en actions

Les plans d'options de souscription d'actions sont valorisés selon le modèle Black et Scholes et sont enregistrés en charge de personnel au compte de résultat sur les périodes d'acquisition des droits relatifs à ces plans.

### Instruments financiers

#### a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque date de clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation. Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition. Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.  
Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur

en contrepartie du compte de résultat.

- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.  
Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.  
Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.  
Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique clients et comptes rattachés.  
Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique "autres actifs immobilisés".
- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme.  
Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique " autres produits et charges financières " dans la période au cours desquelles elles interviennent.  
Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories.  
Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme.  
Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique autres actifs financiers immobilisés.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.  
Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.  
Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique "produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie".

**b) Opérations de couverture**

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqué par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39.

**c) Emprunts et dettes financières**

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

**d) Juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

**e) Décomptabilisation**

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

**f) Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession est imputé directement dans les capitaux propres, et ne contribue donc pas au résultat.

#### Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

#### Engagements de retraite et assimilés :

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués. Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

#### Cartes de fidélité :

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de points acquis lors de ses achats successifs.

Dès que les points acquis sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes, et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois.

Le calcul de la remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points de niveau à niveau (cf. note 15.4.), et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

#### Litiges :

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

#### Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes ou des charges futures estimées. Elles sont de nature diverses ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales, des frais et honoraires sur opérations immobilières en cours.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués net des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

#### Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

#### Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers, et les éléments significatifs non récurrents.

#### Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

#### Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable,

en résultat dans le cas d'une prise de contrôle exclusif ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

#### Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

#### Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions).

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

#### Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

#### Contexte général de l'arrêté des comptes :

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2013.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif, de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

DETENTIONS DIRECTES PAR LA SOCIETE MERE

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2013		AU 31/12/2012		AU 31/12/2011		
			QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	
			DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	92,83%	92,83%	92,41%	92,41%	92,41%	92,41%
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	99,85%	99,85%
SA CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA		I.G	89,80%	89,80%	89,80%	89,80%	90,37%	90,37%
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA		I.G	74,90%	74,90%	74,90%	74,90%	74,90%	74,90%
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA		I.G	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%
SAS GAMAG	- 6 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	61,41%	61,41%	51,00%	51,00%	51,00%	51,00%
SAS M+ MATERIAUX	- 7 - SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	83,26%	83,26%
SA ETS RENE DE VEYLE	- 8 - SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SC INV	- 9 - SAMSE SA		I.G	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%
SAS SWEETAIR France	- 10 - SAMSE SA		I.G	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%		
SAS EXPOTEO	SAMSE SA							100,00%	100,00%
SAS BOIS MAURIS ODDOS	SAMSE SA		I.G	90,63%	90,63%	90,63%	90,63%	90,63%	90,63%
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		I.G	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS E MAT	SAMSE SA							100,00%	100,00%
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	SAMSE SA							100,00%	100,00%
SAS SAMSE SOLAIRE	SAMSE SA							100,00%	100,00%
SARL EPPS	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAMSE SA		I.G	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%
SCI LE BOURG	SAMSE SA		I.G	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
SCI VALMAR	SAMSE SA		I.G	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		I.G	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		I.G	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
SCI SAONE	SAMSE SA	Liquidation - dissolution				99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI BRANLY	SAMSE SA		I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI LE MAS	SAMSE SA	Liquidation - dissolution				100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LA REGLE	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		I.%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		I.%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS MATERIAUX SIMC	- 11 - SAMSE SA		MEQ	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA		MEQ	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SARL LEADER CARRELAGES	SAMSE SA		MEQ	30,00%	30,00%	30,00%	30,00%	30,00%	30,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SAS SWEETAIR France	SAMSE SA		MEQ					49,99%	49,99%
SAS PLATTARD SAS	- 12 - SAMSE SA		MEQ	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%

Légende : I.G - Intégration Globale - I.% - Intégration Proportionnelle - MEQ - Mise en Equivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2013		AU 31/12/2012		AU 31/12/2011	
				OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU	OP CAPITAL DETENU
				en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	en % DE CONTRÔLE D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
<b>- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS</b>									
SAS TS HABITAT	SAS LA BOITE A OUTILS							100,00%	92,41%
SA TC-HP	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	92,83%	100,00%	92,41%	99,94%	92,36%
SAS DES IDEES	SAS LA BOITE A OUTILS							98,40%	90,93%
SAS BRICOLAGE BOIS DU VERNE	SAS LA BOITE A OUTILS							100,00%	92,41%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	33,50%	31,10%	33,50%	30,96%	33,50%	30,96%
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	I.G	70,00%	64,98%				
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	46,41%	50,00%	46,21%		
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	46,41%	50,00%	46,21%		
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.%					50,00%	46,21%
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.%					50,00%	46,21%
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	18,57%	20,00%	18,48%	20,00%	18,48%
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	37,13%	40,00%	36,96%	40,00%	36,96%
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	37,13%	40,00%	36,96%	40,00%	36,96%
SARL RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98%	37,11%	39,98%	36,94%	39,98%	36,94%
SAS AMEO CONSTRUCTION	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	18,57%	20,00%	18,48%	20,00%	18,48%
SAS DEDB - 13 -	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	50,00%	46,41%	50,00%	46,21%	50,00%	46,21%
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	MEQ	50,00%	46,41%				
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	MEQ	50,00%	46,41%				
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	MEQ	50,00%	46,41%				
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	50,00%	46,41%	50,00%	46,21%		
<b>- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT</b>									
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT		I.G	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%	69,78%
SARL SOVIME FERMETURES	SA REMAT							100,00%	99,85%
<b>- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD</b>									
SAS LOG EAU	SA CHRISTAUD	Fusion absorption par CHRISTAUD - effet rétroactif au 1er janvier 2013				100,00%	90,37%	100,00%	90,37%
SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD		I.G	95,51%	85,77%	95,51%	85,77%	95,76%	86,54%
SA VAUDREY	SA CHRISTAUD	Entrée dans le périmètre	I.G	75,00%	67,35%				
<b>- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY</b>									
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES	SAS HENRY		I.G	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%
SARL DAUPHINE TRANSPORT ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY		I.G	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%	100,00%	74,90%
<b>- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION</b>									
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		IG	100,00%	54,68%	100,00%	54,68%	100,00%	54,68%

**DETENTIONS INDIRECTES OU CONJOINTES PAR LES FILIALES**

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2013		AU 31/12/2012		AU 31/12/2011	
				QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU
				en % DE CONTRÔLE	en % D'INTERETS DANS LE GROUPE	en % DE CONTRÔLE	en % D'INTERETS DANS LE GROUPE	en % DE CONTRÔLE	en % D'INTERETS DANS LE GROUPE
					SAMSE		SAMSE		SAMSE
<b>- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE GAMAG</b>									
SARL SUD APPRO	GAMAG		IG	100,00%	61,41%	100,00%	51,00%	100,00%	51,00%
SA CPSB	GAMAG							100,00%	51,00%
<b>- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX</b>									
SARL ISO-NEG	SAS M+ MATERIAUX	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%				
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%				
SAS FDE	SAMSE SA	Fusion absorption par M+ MATERIAUX - effet rétroactif au 1er janvier 2013				100,00%	100,00%	83,26%	83,26%
SAS LIGNIERES	SAS M+ MATERIAUX		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%		
<b>- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE</b>									
SCI DU ROUSSILLON	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI VALMAR	SA RENE DE VEYLE		I.G	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
SCI CHARPIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	99,86%	99,86%	99,86%	99,86%	99,86%	99,80%
SCI VIEUX PORT	SA RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	9,99%
SCI CHASSIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI SAONE	SA RENE DE VEYLE	Liquidation - dissolution				1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI LE BOURG	SA RENE DE VEYLE		I.G	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%
<b>- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE SC INV</b>									
SA DORAS	SAS SC INV		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES MINES	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI IMMODOR	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI JURADOR	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LA JONCTION	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS OUTIMAT B.T.P	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS PLOTON	SA DORAS							100,00%	55,00%
SARL ORNANS MATERIAUX	SA DORAS							100,00%	55,00%
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS		IG	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%		
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30%	12,81%	23,30%	12,81%	23,30%	12,81%
SA BLAMAT	SA DORAS		MEQ	34,00%	18,70%	34,00%	18,70%	34,00%	18,70%
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00%	11,00%	20,00%	11,00%	20,00%	11,00%
<b>- 10 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE SWEETAIR</b>									
SARL SWEETAIR TECHNOLOGIE	SAS SWEETAIR France	Fusion absorption par SWEETAIR France - effet rétroactif au 1er janvier 2013				100,00%	80,00%		
SARL CARON	SAS SWEETAIR France		MEQ	30,00%	24,00%	30,00%	24,00%		



SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE MEQ	AU 31/12/2013		AU 31/12/2012		AU 31/12/2011	
				QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU	QP CAPITAL DETENU
				en %	en %	en %	en %	en %	en %
				DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS
				DU	DU	DU	DU	DU	DU
GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ	GROUPE MEQ		

## - 11 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MATERIAUX SIMC

SAS MATERIAUX ET BOIS ALPINS	SAS MATERIAUX SIMC	Fusion absorption par MATERIAUX SIMC - effet rétroactif au 1er janvier 2013			100,00%	100,00%		
------------------------------	--------------------	---	--	--	---------	---------	--	--

## - 12 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD

SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		IG	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%
SAS S-PREFA	SAS PLATTARD	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%				
SCI ODETTE	SAS PLATTARD	Entrée dans le périmètre	I%	50,00%	50,00%				
SCI FB	SAS PLATTARD BETON	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%				
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		IG	96,10%	92,95%	96,10%	92,95%	96,10%	92,95%
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL BEAUJOLAIS MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL FILGRES	SAS PLATTARD CARRELAGES	Acquisition d'intérêts minoritaires puis fusion absorption par PLATTARD CARRELAGES				80,00%	80,00%	80,00%	80,00%
SAS PLATTARD NEGOCE DROME ARDECHE	SAS PLATTARD NEGOCE							100,00%	100,00%
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		I%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
ANCYCLA ( EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE )	SAS PLATTARD GRANULATS		I%	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		I%	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL GLATTARD MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ETS CHEVROT ET FILS	SAS PLATTARD NEGOCE		I%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50%	31,43%	32,50%	31,43%	32,50%	31,43%

## - 13 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DEDB

SAS DEDB MAGASINS	SAS DEDB		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS DEDB REMIREMONT	SAS DEDB		IG	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%		

**EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'ANNEE 2013**

**Acquisitions - entrées dans le périmètre -**

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice des Titres
SARL ISO-NEG	01/02/2013	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS M+ MATERIAUX
SCI MINETTI	12/07/2013	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS M+ MATERIAUX
SA VAUDREY	29/04/2013	Négoce	Intégration Globale	75,00	SA CHRISTAUD

**Créations - entrées dans le périmètre -**

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice des Titres
SAS EDB AUBENAS	02/07/2013	Bricolage	Intégration Globale	70,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE DIJON	28/01/2013	Bricolage	Mise en équivalence	50,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE MENNECY	01/03/2013	Bricolage	Mise en équivalence	50,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	18/06/2013	Bricolage	Mise en équivalence	50,00	SAS LA BOITE A OUTILS

**Sorties du périmètre par voie de liquidation - dissolution**

Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice des Titres
SCI SAONE	30/01/2013	Négoce	SA SAMSE
SCI LE MAS	30/01/2013	Négoce	SA SAMSE

**Acquisitions d'intérêts minoritaires**

Sociétés	Date	Activité	% acquis	% de détention	Société détentrice des Titres
SAS GAMAG	30/05/2013	Négoce	10,41	61,41	SA SAMSE
SAS LA BOITE A OUTILS	30/12/2013	Bricolage	0,42	92,83	SA SAMSE

**Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption**

Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS LOG EAU	01/01/2013	Négoce	SA CHRISTAUD
SAS FDE	01/01/2013	Négoce	SAS M+ MATERIAUX
SARL SWEETAIR TECHNOLOGIE	01/01/2013	Négoce	SAS SWEETAIR France

**Informations complémentaires :**

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous Groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.

Ces mouvements concernent les sociétés SAS MATERIAUX SIMC, SAS PLATTARD et SAS DEDB.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée " événements de l'année ".

## ENTREE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION PAR ACQUISITION DE TITRES

Sociétés	Montant de l'acquisition	Nombre de titres acquis	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	Année 2013		% détenu	
						Chiffre d'affaires Données consolidées retraitées	Résultat net	contrôle	intérêts
SARL ISO-NEG	-	1 000	négoce	France	I.G	2 367	27	100,00%	100,00%
SA VAUDREY	599 796	2 937	négoce	France	I.G	1 664	28	75,00%	67,35%
SCI MINETTI	186 000	1 000	négoce	France	I.G	5	-49	100,00%	100,00%

L'analyse globale des modifications de périmètre montre qu'elles ne sont pas significatives au regard du bilan consolidé arrêté à la date du 31 décembre 2013. En conséquence, le Groupe SAMSE ne communique pas d'information pro forma au sens du Règlement Européen n° 809/2004.

Une telle information doit être communiquée en cas de changement de périmètre intervenu pendant l'exercice en cours, correspondant à une ou plusieurs transactions, ayant un impact total sur les comptes, supérieur à 25 %.

Toutes les sociétés du Groupe SAMSE clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

## MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE COMMERCIALE DU GROUPE

La société M+ MATERIAUX, détenue à 100% par la société SAMSE, a acquis le 01/02/2013 les fonds de commerce (clientèle, immobilisations et stocks) de 9 agences de négoce la société VM MATERIAUX pour un montant de 5 823 milliers d'euros dont 54 milliers d'euros de frais d'acquisition.

Au 31 décembre 2013, l'exploitation sur 11 mois de cette acquisition représente un chiffre d'affaires de 25 183 milliers d'euros et un résultat opérationnel courant déficitaire de 697

La société Doras (périmètre SC INV) a acquis le 31/01/2013 un fonds de commerce de négoce de matériaux localisé à Tonnerre (Yonne) pour une valeur d'actif incorporel de 250. Au 31 décembre 2013, l'exploitation sur 11 mois de cette acquisition représente un chiffre d'affaires de 778 milliers d'euros et un résultat opérationnel courant déficitaire de 107 mi

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2013, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31 décembre 2013		Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011	
	France	Etranger	France	Etranger	France	Etranger
<b>Nombre de sociétés</b>		(1)		(1)		(1)
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	61	1	62	1	66	1
Sociétés consolidées par intégration proportionnelle	2		2		4	
Sociétés consolidées par mise en équivalence	21		18		17	
<b>sous - total</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>82</b>	<b>1</b>	<b>87</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>85</b>		<b>83</b>		<b>88</b>	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SA DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

En date du 5 mars 2014, M+ MATERIAUX a fait l'acquisition d'un fonds de commerce situé dans les Pyrénées Orientales appartenant à HABITAT DESIGN.

**PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS SIGNIFICATIFS DU GROUPE (+ de 10 % du chiffre d'affaires)****Au 31 décembre 2013**

<b>Valeurs nettes consolidées</b>	<b>SC INV</b>	<b>La Boîte à Outils</b>	<b>Autres filiales</b>	<b>SAMSE</b>	<b>Total consolidé</b>
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	68 385	55 660	104 405	109 200	<b>337 650</b>
Endettement financier hors Groupe	44 043	10 724	40 590	112 425	<b>207 782</b>
Trésorerie au bilan	3 798	401	9 902	39 045	<b>53 146</b>
Flux de trésorerie liés à l'activité	10 889	12 536	7 860	21 393	<b>52 678</b>
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		2 801	5 051		<b>7 852</b>

### Note 03 - TRANSITION AUX NORMES IFRS

En application du Règlement Européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005 conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004. La date du 1er janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.

Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

#### **IFRS 3 Regroupement d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités.

#### **IAS 16 Immobilisations corporelles**

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé, et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

#### **IFRS 2 Paiements en actions et assimilés**

Le Groupe a choisi d'appliquer cette norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005.

#### **IAS 32/39 Instruments financiers**

Le Groupe a appliqué cette norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'autocontrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

**IAS 1** Les états financiers ont été établis selon cette norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

**IAS 2** Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

**IAS 12** Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif selon les critères définis par cette norme.

**IAS 16** Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

**IAS 17** Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

**IAS 18** Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

**IAS 19** Les engagements de retraites (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

**IFRS 3 / IAS 36** Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1er janvier 2004.

**IAS 38** Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.  
Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).  
Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

**IAS 40** Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

## Note 04 - ECARTS D'ACQUISITION

### 4.1. EVOLUTION DES ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)		Ecarts d'acquisition
<b>Valeur brute</b>		
à l'ouverture de l'exercice		61 322
Augmentations/Acquisitions		1 552
Diminutions/Sorties		3 215
Mouvements de périmètre	Entrées	127
Mouvements de périmètre	Sorties	19
à la clôture de l'exercice		59 767
<b>Amortissements/Dépréciations</b>		
à l'ouverture de l'exercice		13 008
Dépréciations / pertes de valeur		1 086
à la clôture de l'exercice		14 094
<b>Valeur nette</b>		
à l'ouverture de l'exercice		48 314
à la clôture de l'exercice		45 673

Les écarts d'acquisition prennent en compte l'ensemble des fonds commerciaux d'origine, réévalués ou issus des écarts d'évaluation.

## 4.2. DETAIL DES ECARTS D'ACQUISITION A L'OUVERTURE ET A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

		A l'ouverture	Mouvements		Dépréciations	Virements	A la clôture	
			Augmentations	Diminutions				Entrées/sorties du périmètre
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	Goodwill en cours	11 480		3 215			8 265	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS		7 250					7 250	
SA DORAS	ACQUISITION FONDS DE COMMERCE	7 714	250		300		7 664	
SAS M+ MATERIAUX	ACQUISITION FONDS DE COMMERCE	3 814	1 302		215		4 901	
SAS Els ROGER CLEAU		4 299					4 299	
SA SAM	Société absorbée par SAMSE en 2004	1 936					1 936	
SAS GAMAG		1 630					1 630	
SAS TS HABITAT	Société tupée avec LA BOITE A OUTILS en 2012	1 300					1 300	
SA BENET	Société absorbée par SAMSE en 2004	1 599			430		1 169	
SAS CLAUDE MATERIAUX		880					880	
PLOTON	Société absorbée par DORAS en 2012	761					761	
SAS SGAC	Société tupée avec SAMSE en 2009	746					746	
SAS LA BOITE A OUTILS		757			51		706	
RUDIGOZ	Société absorbée par SAMSE	577					577	
SA ROCH MATERIAUX	Société absorbée par SAMSE en 2002	385					385	
SAS BLANC MATERIAUX		340					340	
CSI MATERIAUX	Société absorbée par DORAS en 2010	337					337	
SAS TC-HP		237					237	
SAS EXPOTEO	Société absorbée par SAMSE en 2012	204					204	
ORNANS	Société absorbée par DORAS en 2012	199					199	
SAS MATERIAUX DES ALPES	Société tupée avec SAMSE en 2011	182					182	
SARL LECHENNE	Société absorbée par SAMSE en 2002	176					176	
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT		176					176	
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	Société tupée avec SAMSE en 2012	169					169	
SAS BOIS MAURIS ODDOS		149					149	
SAS REMAT		147					147	
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ		145					145	
SA BRICO ALES	Société absorbée par COMPTOIR FROMENT en 2008	132					132	
SARL ISO-NEG	ENTREE DANS LE PERIMETRE				115		115	
MOTTY	Société absorbée par SAMSE	110					110	
SAS LOG-EAU	Société absorbée par CHRISTAUD en 2013	91					91	
SA BMD	Société absorbée par SAMSE en 2004	88					88	
SAS QPS	Société tupée avec SAMSE en 2009	150			90		60	
CORASON	Société absorbée par SAMSE	44					44	
BEDIER		31					31	
SOFAMA	Société absorbée par SAMSE	18					18	
SAS BOURG MATERIAUX		15					15	
SA VAUDREY	ENTREE DANS LE PERIMETRE				12		12	
SARL LMC CHRISTAUD	Société absorbée par CHRISTAUD en 2002	11					11	
SAS CELESTIN MATERIAUX		9					9	
SCI BRANLY		5					5	
SA CHRISTAUD		2					2	
SCI LE MAS	SORTIE DU PERIMETRE	19	19				0	
<b>Total</b>		<b>48 314</b>	<b>1 552</b>	<b>3 234</b>	<b>127</b>	<b>1 086</b>	<b>0</b>	<b>45 673</b>

## Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)

Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
2008	817	2,12
2009	753	1,76
2010	1 172	2,39
2011	783	1,60
2012	1 495	3,09
2013	1 086	2,38



## Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif.
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités.
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting.
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement.

Cela concerne 16 couples de 2 sites physiques sur 239 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2013 se répartissent par secteur d'activité, sur un même secteur géographique (la France), comme suit :

Négoce	43 122
Bricolage	2 551

Les écarts d'acquisition sont affectés par unités ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société Henry sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit **33,97%** du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 48 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de **10 UGT** pour un montant global de **1 086 milliers d'euros**.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2013 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

## VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
<b>Négoce</b>	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	15 515
UGT CLEAU	4 299
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	23 308
<b>Bricolage</b>	
Ensemble des UGT	2 551
<b>TOTAL</b>	<b>45 673</b>

#### 4.3. DETERMINATION DES ECARTS D'ACQUISITION DES SOCIETES ENTREES DANS LE PERIMETRE

	SARL ISO-NEG	SA VAUDREY
Prix d'acquisition des titres	-	600
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de l'exercice)	10	8
% de capitaux propres acquis	100%	75%
Capitaux propres retraités	-115	784
Quote part de situation nette retraitée acquise	-115	588
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>115</b>	<b>12</b>

	SCI MINETTI
Prix d'acquisition des titres	186
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de l'exercice)	15
% de capitaux propres acquis	100%
Capitaux propres retraités	186
Quote part de situation nette retraitée acquise	186
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>0</b>

Ces trois acquisitions restent peu significatives pour les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Dans le cadre de ces trois acquisitions, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis.

**Note 05 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
<b>Valeur brute</b>				
à l'ouverture de l'exercice	384	13 691	1 282	15 357
Augmentations / Acquisitions		793	2	795
Diminutions / Sorties		176	23	199
Mouvements de périmètre	Entrées	4		4
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		559	-2	557
à la clôture de l'exercice	384	14 871	1 259	16 514
<b>Amortissements / Dépréciations</b>				
à l'ouverture de l'exercice	-	12 038	1 182	13 220
Dotations aux amortissements		1 241		1 241
Dépréciations / pertes de valeur				
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				
Diminutions / cessions		174	23	197
Mouvements de périmètre	Entrées	4		4
Mouvements de périmètre	Sorties			
à la clôture de l'exercice	-	13 109	1 159	14 268
<b>Valeur nette</b>				
à l'ouverture de l'exercice	384	1 653	100	2 137
à la clôture de l'exercice	384	1 762	100	2 246

Note 06 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	En cours, Avances et acomptes	Total
<b>Valeur brute</b>						
à l'ouverture de l'exercice	106 722	194 837	37 104	108 242	13 454	460 359
Augmentations / Acquisitions	3 486	6 735	4 300	9 673	9 197	33 391
Diminutions / Sorties	3 178	5 583	1 122	4 673		14 556
Mouvements de périmètre	Entrées	491	997	56	108	1 652
Mouvements de périmètre	Sorties					
Virements	4 651	6 625	738	986	-13 864	-864
à la clôture de l'exercice	112 172	203 611	41 076	114 336	8 787	479 982
<b>Amortissements / Dépréciations</b>						
à l'ouverture de l'exercice	27 171	101 365	26 002	75 457	241	230 236
Dotations aux amortissements	2 821	10 513	3 097	9 465		25 896
Dépréciations / pertes de valeur				2		2
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				81		81
Diminutions / cessions	225	1 624	862	4 498		7 209
Mouvements de périmètre	Entrées	22	59	52	56	189
Mouvements de périmètre	Sorties					
Virements	287	-43	6	-250		0
à la clôture de l'exercice	30 076	110 270	28 295	80 151	241	249 033
<b>Valeur nette</b>						
à l'ouverture de l'exercice	79 551	93 472	11 102	32 785	13 213	230 123
à la clôture de l'exercice	82 096	93 341 (1)	12 781	34 185	8 546	230 949

(1) dont 464 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente. Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière au niveau de la ligne "Actifs classés comme détenus en vue de la vente".

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2013.

En ce qui concerne les actifs immobiliers qui représentent 75,96 % des immobilisations corporelles nettes, le Groupe a mis en œuvre une démarche économique pour identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date pré déterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2013, aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été enregistrée.

**Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière. Il s'agit d'un ensemble immobilier dont la cession se réalisera à court terme.**

## 6.1. ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION AFFECTES

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2013	Valeur nette au 01/01/2013	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2013	Valeur nette au 31/12/13
Terrains	7 267	7 267				7 267	7 267
Constructions	7 202	6 321	251			7 453	5 635
<b>Total</b>	<b>14 469</b>	<b>13 588</b>	<b>251</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 720</b>	<b>12 902</b>

## 6.2.a CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL IMMOBILIER)

	Terrains	Constructions	Total
<b>Valeur brute</b>			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	15 442	16 865
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 423	15 442	16 865
<b>Amortissements</b>			
à l'ouverture de l'exercice	-	8 094	8 094
Dotations aux amortissements		807	807
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	-	8 901	8 901
<b>Valeur nette</b>			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	7 348	8 771
à la clôture de l'exercice	1 423	6 541	7 964

## 6.2.b CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL MOBILIER)

	Installations techniques	Autres immos corporelles	Total
<b>Valeur brute</b>			
à l'ouverture de l'exercice	579	731	1 310
Augmentations / Acquisitions		135	135
Diminutions / Sorties	42	4	46
Mouvements de périmètre		5	5
à la clôture de l'exercice	537	867	1 404
<b>Amortissements</b>			
à l'ouverture de l'exercice	419	599	1 018
Dotations aux amortissements	67	90	157
Diminutions / Sorties	22	4	26
Mouvements de périmètre		3	3
à la clôture de l'exercice	464	688	1 152
<b>Valeur nette</b>			
à l'ouverture de l'exercice	160	132	292
à la clôture de l'exercice	73	179	252

#### 6.3.a INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	1 011
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :	
Moins d'un an - 2014 -	1 011
Plus d'un an	0
<b>Total</b>	<b>1 011</b>

#### 6.3.b INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL MOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	60
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :	
Moins d'un an	60
De deux à cinq ans	0
<b>Total</b>	<b>60</b>

#### 6.4. CONTRATS DE LOCATION

##### - Contrats de location simple

Ces contrats ne font pas l'objet de retraitement dans les comptes consolidés.

Ces contrats concernent d'une part, les locations immobilières du Groupe et d'autre part, les locations de véhicules dont la durée de location est de deux à quatre ans.

Pour les locations immobilières, les dispositions générales de ces contrats sont les suivantes : durée de location pour trois ans renouvelables et loyer indexé annuellement sur l'indice INSEE du coût de la construction.

Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

##### - Contrats de location financement

Les contrats concernés sont des contrats de crédit-bails immobiliers (terrains et constructions) avec des options d'achat de valeur négligeable, ainsi que des contrats de locations de matériels et véhicules qui répondent à au moins un critère défini par la norme IAS 17.

6.5. INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :

(lès infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

AGENCES DE NEGOCÉ							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Bourg d'Oisans	9 200	Saint Martin d'Hères	47 900	Crolles	7 200	Vienne	16 800
Sillingy	31 000	Modane	7 400	Saint Egrève	10 000	Embrun	10 300
Moutiers	7 000	Gap	33 000	Lans en Vercors	3 200	Joyeuse	7 100
Seyne les Alpes	5 200	Veynes	9 000	Flumet	3 000		
La Mure	10 000	Meximieux	56 300	Annonay	18 000		
Annemasse	600			Montpezat	2 300		
Saint Jean de Maurienne	9 000			Vallon Pont d'Arc	4 500		
Sisteron	20 900			Guillestre	12 000		
Monestier de Clermont	5 000			Saint Firmin	5 400		
Bellegarde	12 000			Cluses	19 200		
Saint Pierre d'Albigny	7 200			Lalevade	6 400		
Château Arnoux	4 600			Pontcharra	10 000		
Vif	8 000			Chaponost	6 100		
Saint Genis Pouilly	16 600			Gap (CAREO)	2 400		
Corbas	22 400			Echirolles (CAREO)	3 000		
Digne	13 500			St Priest	19 300		
Digne (Caréo)	3 900						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 000						
Saint Julien en Genevois	5 000						
La Tour de Salvagny	19 500						
Privas	8 100						
La Tour du Pin	15 000						
Sallanches	8 800						
Lyon	4 400						
Le Pouzin	10 000						
Moirans	18 700						
Ville la Grand	19 000						
Pusignan	11 000						
Ruoms	8 600						
Saint Marcellin	12 300						
Aix les Bains	7 300						
Saint Genis Laval	24 400						
Valence	24 700						
Le Pont de Beauvoisin	13 300						
Albertville	17 300						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 800						
Bourg Saint Maurice	11 000						
Briançon	16 200						
Margencel	12 500						
La Motte Servolex	14 800						
Barcelonnette	15 800						
Montélimar	17 500						
Aubenas	24 800						
Largentière	7 800						

\* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènements figurant dans ses actifs).

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Baux à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction.

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains.



INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

AGENCES DE NEGOCE					
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SAS BLANC MATERIAUX</b>					
		Annot	2 900	Colmars les Alpes	12 300
				La Mure Argens	3 700
<b>SA CHRISTAUD</b>					
Aubenas	1 400			Valence	2 800
Voglans	4 000			Clermont Ferrand	4 300
Beaumont les Valence	3 200			Bourges	3 700
Echirrolles	7 100			Irigny	1 000
				Seynod	3 000
				Tours	2 500
				Albertville	300
				Gap	500
				Bourgoin Jallieu	600
<b>SAS CELESTIN MATERIAUX</b>					
Chassieu	5 600	Irigny	8 300	Aubenas	3 800
Bourgoin Jallieu	8 600			Valence	3 200
				Vienne	3 000
				Pusignan	7 700
				Beaumont les Valence	4 800
<b>SA VAUDREY</b>					
				St Léonard	2 300
<b>SAS BTP DISTRIBUTION</b>					
Haguenau	20 600	Fegersheim	11 500		
Richwiller	16 500				
<b>SA BOIS MAURIS ODDOS</b>					
Argonay	41 200	Seyssins	11 400	Briançon	4 000
<b>SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ET ASSOCIES</b>					
				Voiron	5 800
<b>SAS REMAT</b>					
		Saint Jean de Moirans	25 000	Saint Quentin Fallavier	5 300
				Meylan	1 400
				Voglans	800
<b>SAS BOURG MATERIAUX</b>					
				Bourg en Bresse	36 400
<b>SAS SWEETAIR FRANCE</b>					
				Saint Martin d'Hères	600

**AGENCES DE NEGOCÉ**

propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA DORAS</b>							
Corbigny	9 400			Neuilly l'Évêque	4 100	Nevers jonction	3 100
Decize	7 600			Fain les Montbard	12 400		
Mouilins Engilbert	5 800			Nuits Saint Georges	10 100		
Cosne sur Loire	8 500			Saint Usage	12 000		
Nevers Saint Eloi	28 400			Chalindrey	6 200		
Saint Satur	5 600			Crottet	9 800		
Chenôve bois	16 400			Chenôve 6	41 500		
Dijon	7 300			Baume les Dames	1 850		
Dole	17 000			Polisot	5 000		
Saint Marcel	19 200			Luxeuil	7 900		
Arbois	13 700			Chenôve 208	7 400		
Besançon	16 300			Noirdans les Vesoul	3 300		
Pontarlier	15 400			Semur en Auxois	2 000		
Vesoul	10 300			Torcy le Grand	4 000		
Is sur Tille	14 200			Joigny	7 000		
Sainte Colombe sur Seine	10 400			Molinons	3 700		
Langres	7 450			Remiremont	10 350		
Cluny	9 800			Ronchamp	5 400		
Gueugnon	7 700			Les Voivres	9 100		
Le Creusot	9 000			Toucy	11 800		
Macon	12 500			Ornans	5 500		
Montceau les Mines	24 500			Boz	7 990		
Beaune	23 500			Saulieu	5 263		
Seurre	19 900			Dijon Dr Quignard	14 100		
Verdun sur Doubs	8 000			Tonnerre	7 640		
Béthencourt	13 400						
Villegusien le Lac	21 760						
Lons le Saunier	38 500						
Delle	8 000						
Paray le Monial	9 150						
Gevrey Chambertin	21 200						
Bourbon Lancy	9 570						
Pont sur Yonne	6 200						
<b>SAS CLEAU</b>							
Dracy le Fort	42 300						
Bourg en Bresse	3 400						
Montceau les Mines	400						
Mâcon	1 450						
<b>SAS CLAUDE MATERIAUX</b>							
Arcy sur Cure	17 809						
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>							
Claira	21 700	Sarlat	24 000	Castelginest	8 000		
Bergerac	15 000			Portet sur Garonne	7 300		
Le Buisson de Cadouin	12 300			Béziers	9 800		
				Colombiers	4 000		
				Montredon	13 000		
				Alès	6 800		
				Nîmes	8 800		
				Perpignan	3 000		
				Ria	3 200		
				Argelès	4 400		
				Montpellier	15 100		
				Paulhan	5 200		
				Baillargues	15 000		
				Mauguio	1 400		
				Castanet Tolosan	9 300		
				Rodez	6 600		
				Roques	6 500		
				Villeneuve Sur Lot	8 000		
				Comebarrieu	6 400		
				Carcassonne	6 300		
				Frontignan	4 700		
				Agen	3 600		
				Agen	13 900		
				Montauban	12 600		
				Villeneuve (Pujols)	10 800		
				Brive	14 200		
				Périgueux	16 400		
<b>SAS LIGNIERES</b>							
Peyriac-Minervois	5 000			Lézignan-Corbières	9 000		
<b>SARL ISO-NEG</b>							
				Floirac	2 000		
<b>SAS GAMAG</b>							
				Cornillon	14 000		
				Alès	15 200		
				Bernis	10 300		
				Nozières	18 100		
				Saint Ambroix	13 900		
				Bessèges	6 000		
				La Grand Combe	5 700		

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>		
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>									
Echirolles	23 500	Saint Martin d'Hères	15 500	Romans	8 000	Albertville	8 900		
Le Creusot	11 200	Valence	13 300	Montélimar	15 600				
La tour du Pin	12 400	Décines	9 500	Alès	15 200				
L'isle d'Abau	12 000	Bassens	18 800	Gap	8 000				
Anancy	17 000	Montceau les Mines	4 600	Drumettaz	4 200				
Sallanches	6 100	Saint Jean de Moirans	23 500	St Genis Pouilly	2 800				
Briançon	9 700			St Julien en Genevois	2 800				
Thyez	17 800			Le Pont de Beauvoisin	3 600				
St Jean de Maurienne	11 200			Annemasse	14 800				
				Bassens (Des Idées)	2 900				
				Echirolles (Des Idées)	2 800				
				Saynod (Des Idées)	2 700				
				Aubenas	14 200				
UNITES LOGISTIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>	crédit-bail	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>									
				Brézins	50			Brézins	75 600
				Argonay	13 500				
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>									
				Brézins	13 000				
<b>SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS</b>									
				Saint Hilaire du Rozier	30 000				
				Vinay/Beaulieu	29 000				
<b>SA CHRISTAUD</b>									
Echirolles (ex LOG-EAU)	1 500								
<b>SAS MAT APPRO</b>									
				Brézins	230				
<b>SARL TRANSPORTS SCHWARTZ</b>									
				Haguenau	440				
<b>SARL SUD APPRO</b>									
				Potelières	2 100				
<b>SA DORAS</b>									
				Gevrey Chamberlin	12 548				
ATELIERS									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>	crédit-bail	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>									
Chateauvieux	4 000								
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>									
Voglsans	500			La Frette	1 300				
<b>SAS SWEETAIR FRANCE</b>									
				Grenoble	200				
<b>SARL GET ELECTRIC</b>									
				Grenoble	400				
CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>	crédit-bail	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SARL EPPS</b>									
				Vitrolles	760				
				Cadenet	660				
				Meyreuil	600				
				Mouans Sartoux	290				
				Valence	630				
				St Savin	660				
				Barcelonnette	1 400				
CENTRES ADMINISTRATIFS									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>	crédit-bail	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>									
Brézins	12 000			Grenoble	330				
				Montpellier	150				
<b>SA DORAS</b>									
Chenôve	1 300								
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>									
				Toulouges	350				
<b>SA GAMAG</b>									
				Nozières	300				
SIEGE SOCIAL GROUPE									
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>	crédit-bail	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>									
Grenoble	21 000								

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 122 points de vente. 117 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 239 dont 210 pour l'activité Négoco et 29 pour l'activité Bricolage. Au total, cela représente une superficie de 2 591 412 m<sup>2</sup>, dont 2 278 812 m<sup>2</sup> pour l'activité Négoco et 312 600 m<sup>2</sup> pour l'activité Bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 11 Unités Logistiques dont la Plate-forme de stockage de Brézins, de 5 Ateliers, de 6 centres administratifs et d'un Siège Social pour une superficie globale de 219 798 m<sup>2</sup>. Seule la plate-forme de stockage de Brézins fait l'objet d'un contrat de crédit bail (cf. note 6.2.a).

Le Groupe SAMSE dispose également de 7 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 5 000 m<sup>2</sup>.

Note 07 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

7.1. VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

à l'ouverture de l'exercice		34 962
Augmentations		2 878
Diminutions		1 417
Mouvements de périmètre	Entrées	1 433
Mouvements de périmètre	Sorties	
à la clôture de l'exercice		37 856

7.2. DETAIL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE (1)

	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
PLATTARD ( Groupe )	19 194	17 787	17 215
SAS MATERIAUX SIMC	9 415	8 108	8 042
SA DIJON BETON	3 056	3 175	3 870
SAS RG BRICOLAGE	1 219	1 136	930
SCI IMMOBILIERE DIJON	1 048		
SAS DIDIER	991	988	994
SAS DEGUERRY SAMSE	885	820	787
SAS ZANON TRANSPORTS	858	797	767
SARL LEADER CARRELAGES	784	751	802
SCI ENTREPÔT FROMENT	476	387	291
SCI IMMOBILIERE MENNECY	413		
SCI CHABER	187	134	93
SCI LE CARREAU	73	72	72
SA BLAMAT	53	52	50
SAS AMEO CONSTRUCTION	2		32
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	-1		
SAS TARARE MATERIAUX	-94	-9	72
SAS DEDB ( Groupe )	-703	187	370
SAS MATERIAUX ET BOIS ALPINS		577	
SCI CARREFOUR DE CHESNES			
SCI IMMOBILIERE MOISERIE			
SARL CARON			
SCI ESPACE PLUS			
SAS SWEETAIR FRANCE			617
<b>Total</b>	<b>37 856</b>	<b>34 962</b>	<b>35 004</b>

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)

## 7.3. INFORMATIONS GENERALES SUR LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

(en milliers d'euros)	% de détention	QP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
<b>données consolidées</b>								
PLATTARD ( Groupe )	33,99	17 125	6 087	2 069	659	152 960	Négoce	450
SAS MATERIAUX SIMC	44,99	8 422	2 207	993	284	130 563	Négoce	484
SA DIJON BETON	23,29	3 174	-507	-118	-	24 909	Négoce	82
SCI IMMOBILIERE DIJON	50,00	1 033	29	15	-	344	Bricolage	-
SAS DIDIER	25,00	958	131	33	30	13 524	Négoce	47
SAS RG BRICOLAGE	39,98	844	937	375	291	11 562	Bricolage	47
SAS DEGUERRY SAMSE	35,07	766	338	119	53	6 675	Négoce	16
SARL LEADER CARRELAGES	30,00	750	112	34	-	3 338	Négoce	17
SAS ZANON TRANSPORTS	25,00	722	542	136	75	10 836	Négoce	60
SCI IMMOBILIERE MENNECY	50,00	400	25	13	-	143	Bricolage	-
SCI ENTREPÔT FROMENT	40,00	386	224	90	-	995	Bricolage	-
SAS DEDB ( Groupe )	50,00	188	-1 781	-891	-	19 721	Bricolage	106
SCI CHABER	40,00	134	133	53	-	376	Bricolage	-
SCI LE CARREAU	20,00	61	61	12	12	61	Bricolage	-
SA BLAMAT	34,00	52	3	1	-	600	Négoce	5
SAS AMEO CONSTRUCTION	20,00	1	9	2	-	2 083	Négoce	2
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	50,00	0	-1	-1	-	-	Bricolage	-
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	50,00	0	0	0	-	-	Bricolage	-
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	-9	-170	-85	-	1 329	Négoce	3
SCI ESPACE PLUS	20,00	-10	51	10	10	-	Négoce	-
SARL CARON	30,00	-	-	-	-	-	Négoce	-

• 7.4. ECARTS D'ACQUISITIONS DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	au 31/12/2013	au 31/12/2012	au 31/12/2011
SAS RG BRICOLAGE	338	338	338
SARL LEADER CARRELAGES	461	461	461
SAS DIDIER	292	292	292
SAS MATERIAUX SIMC	366	366	-
<b>Total</b>	<b>1 457</b>	<b>1 457</b>	<b>1 091</b>

8.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	5,89	28 540	3 441	5 216	-	5 216	7 866	183	2 556	négoce	8
SAS MCD	16,67	433	1 761	18	-	18	18	537	26 296	négoce	9
SAS MBAO	10,00	121	136	20	-	20	20	-	493	bricolage	2
DIVERS	-	-	-	105	-	105	105	-	-	négoce	-
<b>Total</b>		<b>29 094</b>	<b>5 338</b>	<b>5 359</b>	<b>-</b>	<b>5 359</b>	<b>8 009</b>	<b>720</b>	<b>29 345</b>		<b>19</b>



## 8.2. JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En fin d'exercice, les titres Dumont Investissement ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de **7 866 milliers d'euros** et le produit de l'année a été comptabilisé dans les capitaux propres pour un montant de **2 230 milliers d'euros**.

Le produit de l'année a été calculé de la manière suivante :

Plus value potentielle antérieure					419
Plus value au 31 décembre 2013					2 649
Ajustement de la Juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT au 31 décembre 2013					2 230
<b>Ajustement à constater dans les capitaux propres</b>					<b>2 230</b>
Valeur des titres au 01/01/2013	Mouvements de titres au cours de l'exercice 2013	Valeur des titres au 31/12/2013	Juste valeur des titres au 01/01/2013	Ajustement Juste Valeur au 31/12/2013	Juste valeur des titres au 31/12/2013
4 491	725	5 216	4 911	2 955	7 866

S'agissant d'une valorisation établie dans le cadre de la valorisation d'un fonds commun de placement au profit des salariés du Groupe SAMSE, et dans un souci de garantie des fonds placés, l'évaluation repose sur une analyse patrimoniale. Cette évaluation consiste à ajouter aux capitaux propres de la société, la plus value latente dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation calculée selon différents critères dont notamment l'application d'un coefficient de pondération sur le cours de bourse de l'action SAMSE. Il s'agit d'une évaluation basée sur des données non observables.

## 8.3. EVOLUTION DES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

<b>Valeur brute</b>	
à l'ouverture de l'exercice	4 958
Augmentations / Acquisitions	935
Diminutions / Sorties	114
Ajustement de juste valeur des titres par capitaux propres	2 230
à la clôture de l'exercice	8 009
<b>Dépréciations</b>	
à l'ouverture de l'exercice	
Dotations	5
Reprises	5
à la clôture de l'exercice	0
<b>Valeur nette</b>	
à l'ouverture de l'exercice	4 958
à la clôture de l'exercice	8 009

Note 09 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
<b>Valeur brute</b>			
à l'ouverture de l'exercice	4 006	5 842	9 848
Augmentations / Acquisitions	3 310	351	3 661
Diminutions / Sorties	2 012	93	2 105
Mouvements de périmètre	Entrées	75	75
Virements		643	643
à la clôture de l'exercice	5 304	6 818	12 122
<b>Dépréciations</b>			
à l'ouverture de l'exercice		152	152
Dotations			
Reprises			
Mouvements de périmètre	Entrées	40	40
à la clôture de l'exercice		192	192
<b>Valeur nette</b>			
à l'ouverture de l'exercice	4 006	5 690	9 696
à la clôture de l'exercice	5 304	6 626	11 930
(1) détail des créances sur participations mises en équivalence			
	SAS DEDB	4175	
	SAS TARARE MATERIAUX	699	
	SCI IMMOBILIERE DIJON	400	
	SCI IMMOBILIERE FONTAINE	30	
<b>Total</b>	<b>5 304</b>		

9.1. ANALYSE PAR NATURE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

	Valeur nette		
	2013	2012	2011
Actifs financiers disponibles à la vente :			
Titres de participation non consolidés	8 009	4 958	5 113
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :			
Créances sur participation	5 304	4 006	490
Autres actifs financiers	6 626	5 690	5 743
<b>Total</b>	<b>19 939</b>	<b>14 654</b>	<b>11 346</b>

Au 31 décembre 2013, l'ensemble de ces créances ne présente pas de risque de non recouvrement.

**Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES**

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises négoce	189 878	11 336	178 542	177 832	10 154	167 678	177 355	10 716	166 639
Marchandises bricolage	40 920	1 831	39 089	43 766	2 123	41 643	42 261	1 576	40 685
<b>Total</b>	<b>230 798</b>	<b>13 167</b>	<b>217 631</b>	<b>221 598</b>	<b>12 277</b>	<b>209 321</b>	<b>219 616</b>	<b>12 292</b>	<b>207 324</b>

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche. Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

**Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES**

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés négoce	163 411	20 064	143 347	168 409	20 162	148 247	175 791	17 516	158 275
Clients et comptes rattachés bricolage	2 923	316	2 607	1 674	296	1 378	2 123	258	1 865
<b>Total</b>	<b>166 334</b>	<b>20 380</b>	<b>145 954</b>	<b>170 083</b>	<b>20 458</b>	<b>149 625</b>	<b>177 914</b>	<b>17 774</b>	<b>160 140</b>

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

### 11.1. BALANCE AGEE DES CREANCES CLIENTS

	Valeur brute	Valeur brute	Valeur brute
	2013	2012	2011
Non échues	120 872	119 426	134 934
Retard n'excédant pas un mois	13 280	15 994	13 927
Retard compris entre un et deux mois	5 682	7 842	5 316
Retard compris entre trois et cinq mois	4 270	6 923	3 766
Au-delà	22 230	19 898	19 971
<b>Total</b>	<b>166 334</b>	<b>170 083</b>	<b>177 914</b>

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation financière pour les retards compris entre trois mois et au-delà.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2013	2012	% de variation	2011
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	22 158	22 425	-1,19	19 847
Provision constatée	20 380	20 458	-0,38	17 774
<b>% de créances impayées couvertes par provision</b>	<b>91,98</b>	<b>91,23</b>		<b>89,56</b>

11.2. PROVISIONS POUR DEPRECIATION

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2013	2012	2011
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		20 458	17 774	13 950
Dotations de l'exercice aux provisions		7 995	9 294	8 522
Reprises de provisions pour dépréciation :		8 270	7 075	6 548
▪ utilisées (1)	4 350		7 075	5 578
▪ non utilisées	3 920			970
Mouvements de périmètre	entrées	197	465	1 892
Mouvements de périmètre	sorties			42
<b>Provisions pour dépréciation en fin d'exercice</b>		<b>20 380</b>	<b>20 458</b>	<b>17 774</b>

(1) : pertes sur créances irrécouvrables

Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2013			2012			2011		
	valeur brute	Provision	valeur nette	valeur brute	Provision	valeur nette	valeur brute	Provision	valeur nette
Autres créances négoce (1)	51 137	1 607	49 530	51 671	974	50 697	42 276	550	41 726
Autres créances bricolage (1)	11 038	12	11 026	11 570	15	11 555	13 979	9	13 970
Charges constatées d'avance négoce	1 724		1 724	1 598		1 598	1 727		1 727
Charges constatées d'avance bricolage	402		402	381		381	418		418
<b>Total</b>	<b>64 301</b>	<b>1 619</b>	<b>62 682</b>	<b>65 220</b>	<b>989</b>	<b>64 231</b>	<b>58 400</b>	<b>559</b>	<b>57 841</b>

(1) Les autres créances de l'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	2013	2012	2011
Remises, rabais et ristournes à recevoir	30 433	29 637	30 198
Fournisseurs débiteurs	7 665	8 399	9 425
Avoirs à recevoir	2 153	3 752	7 290
Sommes diverses à recevoir	1 092	1 481	703
Créances sur cessions d'immobilisations	70	369	107
Créances de TVA	5 227	3 679	3 922
Débiteurs divers	8 127	10 740	3 597
Créances sociales	676	416	208
Etat - impôt sur les sociétés	4 029	3 076	226
Autres créances fiscales	513	289	20
Autres créances diverses	571	414	

Les autres créances de l'exploitation sont constituées notamment par les remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs dont le recouvrement est acquis à ce jour, et qui ne soulevait pas d'interrogation lors de l'arrêté des comptes.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.



Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	au 31/12/2013	au 31/12/2012	au 31/12/2011
Valeurs mobilières de placement négoce	5 309	2 966	1 035
Valeurs mobilières de placement bricolage	0	300	5 358
Disponibilités négoce	47 253	41 764	41 109
Disponibilités bricolage	583	1 903	1 590
<b>Total</b>	<b>53 145</b>	<b>46 933</b>	<b>49 092</b>

13.1. TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE

	2013	2012	2011
Valeurs mobilières de placement	5 309	3 266	6 393
Disponibilités	47 836	43 667	42 699
Trésorerie passive	-36 344	-31 440	-36 307
<b>Total</b>	<b>16 801</b>	<b>15 493</b>	<b>12 785</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de sicav monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à 6 mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

## Note 14 - CAPITAUX PROPRES

### 14.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	104 557	3 353 527

### 14.2. CAPITALISATION BOURSIERE

	Actions émises	Cours de bourse au 31.12.2013	Capitalisation boursière en €
	3 458 084	80,00	276 646 720

EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES QUATRE DERNIERES ANNEES

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2010	1	15 997	3 458 084	15 997	3 458 084
Au 31 décembre 2011	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2012	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2013	1	0	3 458 084	0	3 458 084

#### 14.3. INTERETS NON CONTROLANTS

	2013	2012	2011
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	41 115	39 752	34 085
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	5 035	3 530	4 685
<b>Total</b>	<b>46 150</b>	<b>43 282</b>	<b>38 770</b>

#### 14.4. GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché, et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 29 avril 2013.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de **10%**.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à **120€**.

#### 14.5. ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

La société a décidé d'attribuer gratuitement le 19 décembre 2011, dans le cadre de l'autorisation conférée au Directoire par l'Assemblée Générale extraordinaire du 17 mai 2011, un total de 9 895 actions ordinaires. Les actions attribuées gratuitement résulteront soit du rachat par la société de ses propres actions, soit d'une augmentation de capital de la société par incorporation de réserves, primes d'émissions ou bénéfices.

Conditions et critères d'attribution définitive des actions :

Le plan d'attribution gratuite d'actions a été ajusté lors de la séance du Directoire du 24 juin 2013.

L'attribution des actions à chaque bénéficiaire ne sera définitive, qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de vingt-quatre mois, soit jusqu'au 19 juin 2015 et dès lors que le critère de performance mis en place sera atteint.

Ce critère de performance sera atteint si le résultat opérationnel courant du Groupe au titre des exercices considérés est supérieur ou égal à un pourcentage du chiffre d'affaires consolidé.

La provision globale, calculée selon la méthode Black et Scholes, représente un montant de 502 milliers d'euros selon la répartition ci-dessous :

Année 2013	126
Année 2014	251
Année 2015	125

#### 14.6. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

	2013	2012	2011
Nombre d'actions	104 557	94 096	94 793
Montant en K€	5 770	5 014	5 127
<b>Valeur d'inventaire :</b>	<b>8 086</b>	<b>5 030</b>	<b>5 275</b>

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

- Le Groupe a mis en œuvre un programme de rachat d'actions depuis le 6 juin 2001. Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 6 juin 2001, 3 920 titres ont été acquis.
- Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2003, aucune action n'a été achetée.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 19 mai 2006, mis en œuvre dans le cadre d'un contrat de liquidité, conforme à la charte de déontologie de l'AFEI. L'assemblée Générale du 14 mai 2007 a également autorisé le programme de rachat d'actions. Au 31 décembre 2006, 1 706 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2007, 36 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2008, 6 041 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2008. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2008, 41 006 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 26 mai 2009. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2009, 12 021 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 27 mai 2010. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2010, 5 521 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 17 mai 2011. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10% du capital. Au 31 décembre 2011, 24 542 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 11 mai 2012. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10% du capital. Au 31 décembre 2012, 11 123 titres ont été acquis, et 11 820 titres ont été attribués aux salariés au titre d'une distribution d'actions gratuites.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale de 29 avril 2013. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10% du capital. Au 31 décembre 2013, 10 461 titres ont été acquis.

#### 14.7. RESERVES ET RESULTATS NETS CONSOLIDES - PART DU GROUPE -

	2013	2012	2011
Réserves	294 581	271 445	250 068
Résultat	29 659	30 805	33 102
<b>Total</b>	<b>324 240</b>	<b>302 250</b>	<b>283 170</b>

14.8.a REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en %)

	2013		2012		2011	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
<b>Nominatifs</b>						
- DUMONT INVESTISSEMENT	50,41	55,93	50,41	55,86	50,40	56,24
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	21,13	23,45	21,13	23,43	21,13	23,58
- CM-CIC INVESTISSEMENT	5,28	5,86	5,28	5,86	5,28	5,18
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	2,87	3,19	2,87	3,18	2,87	3,21
- DIVERS	3,91	4,15	4,02	4,15	3,91	4,17
<b>sous total</b>	<b>83,60</b>	<b>92,58</b>	<b>83,71</b>	<b>92,48</b>	<b>83,59</b>	<b>92,38</b>
<b>Porteurs</b>						
- FCP CENTIFOLIA	4,28	2,37	4,28	2,37	4,28	2,38
- FCP STOCK PICKING FRANCE	1,76	0,98	1,87	1,04	1,78	0,99
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	0,16	0,09	0,16	0,09	0,16	0,09
- AUTO-DETENTION	3,02	0,00	2,72		2,74	
- DIVERS	7,18	3,98	7,26	4,02	7,45	4,16
<b>sous total</b>	<b>16,40</b>	<b>7,42</b>	<b>16,29</b>	<b>7,52</b>	<b>16,41</b>	<b>7,62</b>
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

14.8.b REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE ( en nombre de voix et nombre d'actions )

	2013		2012		2011	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
<b>Nominatifs</b>						
- DUMONT INVESTISSEMENT	1 743 329	3 486 158	1 743 329	3 484 838	1 742 829	3 484 338
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280
- CM-CIC INVESTISSEMENT	182 725	365 450	182 725	365 450	182 725	320 725
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	99 292	198 584	99 292	198 584	99 292	198 584
- DIVERS	135 230	258 573	138 877	258 810	135 164	258 246
<b>sous total</b>	<b>2 891 216</b>	<b>5 770 045</b>	<b>2 894 863</b>	<b>5 768 962</b>	<b>2 890 650</b>	<b>5 723 173</b>
<b>Porteurs</b>						
- FCP CENTIFOLIA	148 000	148 000	148 000	148 000	148 000	148 000
- FCP STOCK PICKING FRANCE	60 970	60 970	64 650	64 650	61 500	61 500
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500
- AUTO-DETENTION	104 557	0	94 096		94 793	
- DIVERS	247 841	247 841	250 975	250 975	257 641	257 641
<b>sous total</b>	<b>566 868</b>	<b>462 311</b>	<b>563 221</b>	<b>469 125</b>	<b>567 434</b>	<b>472 641</b>
<b>Total</b>	<b>3 458 084</b>	<b>6 232 356</b>	<b>3 458 084</b>	<b>6 238 087</b>	<b>3 458 084</b>	<b>6 195 814</b>

**Note 15 - PROVISIONS**

**15.1. DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

	2013			2012			2011		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	918		918	985	127	1 112	807	62	869
Autres provisions pour risques et charges	818	727	1 545	821	593	1 414	1145	7	1 152
Provisions pour retraites et autres obligations	89	9 119	9 208	46	8 726	8 772	13	7 793	7 806
Provisions pour restructurations	610		610	97		97	285	0	285
Provisions pour impôts	30	1	31	45	1	46	42	40	82
<b>Total</b>	<b>2465</b>	<b>9 847</b>	<b>12 312</b>	<b>1994</b>	<b>9 447</b>	<b>11 441</b>	<b>2292</b>	<b>7 902</b>	<b>10 194</b>

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées. Elles sont de nature diverse ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.



15.2. EVOLUTION DES PROVISIONS

	Litiges matériaux	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Impôts	Total
<b>à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1 112</b>	<b>1 414</b>	<b>8 772</b>	<b>97</b>	<b>46</b>	<b>11 441</b>
Dotations	380	573	1 489	610		3 052
Reprises utilisées	542	443	1 037	97	7	2 126
Reprises non utilisées	32	7	16		8	63
Variations de périmètre		Entrées 8				8
Variations de périmètre		Sorties				
Virements						
<b>à la clôture de l'exercice</b>	<b>918</b>	<b>1 545</b>	<b>9 208</b>	<b>610</b>	<b>31</b>	<b>12 312</b>

**détail de la provision pour risques et charges :**

Provision pour garantie donnée aux clients	579
Provision honoraires sur acquisition de terrains	78
Provision révision de loyers	19
Provision pour travaux	124
Provision pour charges de personnel	334
Provision pour risques sociaux	173
Provision pour risques et charges divers	238

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

En ce qui concerne la provision pour garantie donnée aux clients, celle-ci couvre les risques de retour sur les produits vendus et le remplacement des produits défectueux.

Une provision est constatée également pour faire face aux réclamations des clients sur des produits livrés et installés.

Ces provisions sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

C'est notamment le cas pour les installations photovoltaïques vendues par la société SWEETAIR.

## A - PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Il n'existe pas, pour la société, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France. Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice. La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 7 913 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques		taux	
augmentation annuelle des salaires :	cadres	2,00%	(2,00% en 2012)
	non cadres	2,00%	(2,00% en 2012)

## Paramètres sociaux

départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.  
Le taux de charges sociales retenu est de 46% pour l'ensemble des catégories.  
Le taux de turnover annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	cadres	non cadres	cadres	non cadres
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	15,00%	0,00%	19,00%
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	9,00%	11,00%
31 - 35 ans	5,00%	9,00%	9,00%	11,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	4,00%	8,00%
41 - 45 ans	6,00%	8,00%	3,00%	7,00%
46 - 50 ans	5,00%	6,00%	3,00%	7,00%
51 - 55 ans	5,00%	4,00%	4,00%	5,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	0,00%	3,00%

## Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table réglementaire : INSEE SEPT 2013.  
La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.  
Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.  
Le taux retenu s'élève à 3,05% au 31 décembre 2013 (contre 3,20% en 2012).

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2013.

La dotation de l'exercice s'élève à 575 milliers d'euros.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	48
Coût de l'actualisation	238
Ecart actuariels (1)	289

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global.

## Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de + 12 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de - 1,4 % du montant total de l'engagement.

## B - Médailles du travail

Au 31 décembre 2013, cette provision représente un montant de 1 295 milliers d'euros.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail :				
pour l'attribution de la médaille de travail :		20, 30, 35 et 40 ans.		
Paramètres				
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table réglementaire INSEE SEPT 2013				
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise :				
	cadres	non cadres	cadres	non cadres
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	15,00%	0,00%	19,00%
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	9,00%	11,00%
31 - 35 ans	5,00%	9,00%	9,00%	11,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	4,00%	8,00%
41 - 45 ans	6,00%	8,00%	3,00%	7,00%
46 - 50 ans	5,00%	6,00%	3,00%	7,00%
51 - 55 ans	5,00%	4,00%	4,00%	5,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	0,00%	3,00%

Le taux de charges sociales retenu est de 46% pour l'ensemble des catégories.  
Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2% (contre 2% en 2012).

## 15.4. PROVISIONS CARTES DE FIDELITE (PROGRAMME DE FIDELISATION DES CLIENTS)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des points qu'ils peuvent par la suite convertir en bons d'achat.

Règle d'obtention des points : 1 point par tranche de dix euros d'achats.

Validité : date d'émission jusqu'au 31.12 N+2.

Concernant la règle de conversion des points en bons d'achat la valeur des points évolue en fonction des niveaux suivants :

Niveau 0 : de 0 à 199 points, le point n'a pas de valeur.

Niveau 1 : de 200 à 499 points, la valeur du point est de 0,15 €.

Niveau 2 : de 500 à 999 points, la valeur du point est de 0,20 €.

Niveau 3 : + de 1000 points, la valeur du point est de 0,30 €.

La conversion s'effectue en un seul bon d'achat.

Appréciation de la valeur des points non encore convertis : une remise future potentielle accordée aux clients est calculée sur la base des points acquis sur les cartes. Dès que les points sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois. Le calcul de cette remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points d'un niveau à l'autre et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

L'impact de ce programme de fidélisation dans la détermination du chiffre d'affaires est de 293 milliers d'euros.

Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES

16.1. DETAIL DE LA CHARGE D'IMPOT

	2013	2012	2011
Charge d'impôt exigible	15 801	14 760	18 061
Impôts différés	1 406	-177	-571
<b>Total</b>	<b>17 207</b>	<b>14 583</b>	<b>17 490</b>

16.2. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

	2013	2012	2011
Impôts différés actifs	1 451	1 637	3 095
Impôts différés passifs	9 480	8 238	9 656
<b>Impôts différés nets</b>	<b>-8 029</b>	<b>-6 601</b>	<b>-6 561</b>

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 71 milliers d'euros (212 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2013, contre 139 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 13 957 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

16.3. IMPOTS DIFFERES

	2013	2012	Variation 2013/2012	2011
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS</b>				
à l'ouverture de l'exercice	1 637	3 095	-1 458	2 113
Produit de l'exercice	175	452	-277	64
Charge de l'exercice				
Mouvements de périmètre				
entrées	82	84	-2	191
sorties				6
Virements	-443	-1 994	1 551	733
à la clôture de l'exercice	1 451	1 637	-186	3 095
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>				
à l'ouverture de l'exercice	8 238	9 656	-1 418	9 000
Produit de l'exercice		252	-252	
Charge de l'exercice	1 581			534
Impacts réserves	20		20	
Mouvements de périmètre				
entrées	84	324	-240	457
sorties				
Virements	-443	-1 994	1 551	733
à la clôture de l'exercice	9 480	8 238	1 242	9 656
<b>VALEUR NETTE</b>				
à l'ouverture de l'exercice	-6 601	-6 561	-40	-6 887
à la clôture de l'exercice	-8 029	-6 601	-1 428	-6 561
<b>Variation nette des impôts différés</b>	<b>-1 428</b>	<b>-40</b>	<b>326</b>	

## 16.4. PREUVE D'IMPOT

	2013	2012	2011
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote part de résultat - sociétés MEQ -)	31 816	31 789	35 316
Impôt exigible	15 801	14 760	18 061
Impôts différés	1 406	-177	-571
Autres produits reclassés (CIR)		0	-158
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>49 023</b>	<b>46 372</b>	<b>52 648</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition	1 086	837	744
Impact des différences permanentes	2 047	381	78
Actions gratuites	126	-363	138
Swaps	-144	112	-100
Reportes déficitaires non reconnus sur l'exercice	512	1 956	1 362
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-1 278	-5 512	-2 405
Moins values à long terme			
Impact des dividendes	-204	-301	-404
ID sur titres mis en équivalence	1 051	125	98
Juste valeur des titres		-44	-3
Plus value exonérée	-54	-147	-545
Quote part de frais sur plus values exonérées	6	15	253
Dérive de résultat			82
Quote part des sociétés transparentes mises en équivalence	-20	-15	-13
Déduction complémentaire suite contrôle fiscal			
Effets des impôts sans base		-1 647	-822
Effets des résultats des entrées dans le périmètre		-21	-643
Effets des bases sans impôt différé	-324	582	96
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	336	111	64
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	-3 802		
<b>BASE FISCALE</b>	<b>48 361</b>	<b>42 441</b>	<b>50 628</b>
Taux de l'impôt	33,33	33,33	33,33
Contribution sociale (3,3%)	265	244	342
Contribution exceptionnelle (10,7% du montant de l'IS de la société SAMSE)	556	259	329
Crédit d'impôt	-214	-100	-128
Contribution de 3% sur les distributions de dividendes	477		
Contrôle fiscal	1	30	72
Divers	3	6	
<b>IMPOT THEORIQUE</b>	<b>17 207</b>	<b>14 583</b>	<b>17 490</b>
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT</b>	<b>17 207</b>	<b>14 583</b>	<b>17 490</b>
Taux réel de l'impôt	35,58	34,36	34,55

## 16.5. PRINCIPAUX ELEMENTS A L'ORIGINE DES IMPOTS DIFFERES

	2013	2012	2011
Congés payés	-84	-86	-72
Participation des salariés	24	301	-156
Provisions pour indemnités de fin de carrière	-192	-258	-223
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	1 246	903	147
Organic et taxes sur les grandes surfaces	17	-89	-237
Activation des déficits	-26	35	151
Crédit bail	316	224	179
Ecart évaluation terrains et constructions	-232	-692	-83
Autres	359	-298	-32
<b>Total</b>	<b>1 428</b>	<b>40</b>	<b>-326</b>
Variation des impôts différés actif	186	1 458	-982
Variation des impôts différés passif	1 242	-1 418	656
<b>Total</b>	<b>1 428</b>	<b>40</b>	<b>-326</b>

	2013	2012	2011
Analyse de la variation nette des impôts différés :			
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	1 406	-177	-571
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre	84	317	517
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	-82	-77	-272
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	20	-23	
<b>Total</b>	<b>1 428</b>	<b>40</b>	<b>-326</b>

Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

17.1. DETAIL DES DETTES FINANCIERES

	Valeur bilan au 31/12/2013			Valeur bilan au 31/12/2012			Valeur bilan au 31/12/2011		
	non courants	courants	total	non courants	courants	total	non courants	courants	total
Autres emprunts obligataires	827	26	853	905	29	934	905	29	934
Locations financement		1 071	1 071	1 245	1 621	2 866	2 866	1 614	4 480
Emprunts	97 338	49 446	146 784	102 550	48 410	150 960	100 817	46 379	147 196
Engagements de rachat de minoritaires	15 878		15 878	14 638		14 638	14 638		14 638
Autres financements	3 240	3 485	6 725	2 781	5 671	8 452	4 364	5 988	10 352
Instruments financiers dérivés	127		127	213		213	112		112
<b>Total des passifs financiers (hors concours bancaires)</b>	<b>117 410</b>	<b>54 028</b>	<b>171 438</b>	<b>122 332</b>	<b>55 731</b>	<b>178 063</b>	<b>123 702</b>	<b>54 010</b>	<b>177 712</b>
Concours bancaires courants		36 344	36 344		31 440	31 440		36 307	36 307
<b>Total des passifs financiers (avec concours bancaires)</b>	<b>117 410</b>	<b>90 372</b>	<b>207 782</b>	<b>122 332</b>	<b>87 171</b>	<b>209 503</b>	<b>123 702</b>	<b>90 317</b>	<b>214 019</b>

## 17.2. ECHEANCES DES DETTES COURANTES ET NON COURANTES

	au 31/12/2013			au 31/12/2012			au 31/12/2011		
	ECHEANCES			ECHEANCES			ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Autres emprunts obligataires	26	827		29	905		29	905	
Emprunts et dettes financières	90 346	113 138	3 445	87 142	117 076	4 351	90 288	117 516	5 281
Fournisseurs et comptes rattachés	146 366			157 566			165 921		
Autres dettes	71 197			69 657			72 070		
<b>Total</b>	<b>307 935</b>	<b>113 965</b>	<b>3 445</b>	<b>314 394</b>	<b>117 981</b>	<b>4 351</b>	<b>328 308</b>	<b>118 421</b>	<b>5 281</b>

### 17.3. RISQUE DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE MARCHE (cf. Chapitre 3.4 du présent document)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la direction administrative et financière.

Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable. Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à **18 675 milliers d'euros dont 5 300 milliers d'euros à moins d'un an**. Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels. Le Groupe dispose notamment d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires. Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à **125 580 milliers d'euros**. Les découverts ont été utilisés pour **36 344 milliers d'euros soit en % : 28,94**.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants » susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre. Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suiva

Endettement global net élargi au crédit bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

L'endettement global net élargi au crédit bail est minoré de la trésorerie rendue indisponible donnée en garantie dans le cadre des engagements de rachat de minoritaires pour un montant de **5 100 milliers d'euros**.

Au 31 décembre 2013, ce ratio financier est respecté et s'élève à **0,40**.

La dette financière concernée représente 37 459 milliers d'euros à fin décembre 2013 (contre 44 200 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice un volume additionnel de 10 461 actions. Au 31 décembre 2013, le Groupe SAMSE est propriétaire de 104 557 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour **5 770 milliers d'euros**. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2013 est de **8 086 milliers d'euros**. Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 5 309 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change, et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

### 17.4. CARACTERISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS A COURT TERME ET DECOUVERTS BANCAIRES

Les autres financements à court terme s'élèvent à **36 344 milliers d'euros** et sont représentés par des découverts bancaires.

### 17.5. AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Emprunt émis par la SA Doras et souscrit par les fonds communs de placement :

Montants en milliers d'euros	échéances
125	01/01/2015
702	02/01/2017

### 17.6. VALORISATION DES SWAPS

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2013 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de **144 milliers d'euros**.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAP, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2013.



## 17.6 VALORISATION DES SWAPS

N°SWAP	Au 31/12/2013		VALORISATION SWAPS 31/12/2013		Au 31/12/2013	Au 31/12/2012
	Capital restant couvert ( en € )	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
D01	2 000 000	01/10/2015	TF 2,71%	EURIBOR 3M	-27 535	-62 344
D02	800 000	31/12/2015	TF 1,70%	EURIBOR 3M	-19 115	-42 599
28	0	15/09/2013	TF 4,50%	EURIBOR 1M	-	-13 742
29	0	01/09/2013	TF 4,80%	EURIBOR 3M	-	-20 889
30	3 500 000	18/04/2017	TF 1,21%	EURIBOR 3M	-51 240	-94 905
31	3 500 000	29/05/2017	TF 0,95%	EURIBOR 3M	-28 652	-64 282
32	3 750 000	20/09/2017	TF 0,66%	EURIBOR 3M	-9 987	-24 698
33	2 125 000	01/03/2018	TF 0,89%	EURIBOR 3M	-15 155	-
34	3 000 000	10/10/2018	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-27 996	-
	18 675 000		TOTAL		-179 680	-323 459

## 17.7. RACHAT DE MINORITAIRES

Au 31 décembre 2013, les engagements de rachat de minoritaires comptabilisés dans les dettes financières représentent un montant de **15 878 milliers d'euros** intérêts compris dont **15 803 milliers d'euros** concernant la société Pierre Henry et Fils et **75 milliers d'euros** concernant la société GAMAG.

Sur l'exercice 2013, et dans le cadre de l'engagement de rachat de minoritaires concernant la société GAMAG, le Groupe a pris un complément de participation s'élevant à 10,41%. La dette financière relative à cet engagement a donc été réajustée au 31 décembre 2013, en prenant en compte la juste valeur des titres complémentaires acquis.

## 17.8. ENCOURS DES DETTES FINANCIERES

	au 31 décembre 2013				au 31 décembre 2012				au 31 décembre 2011			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	90 372	113 965	3 445	207 782	87 171	117 981	4 351	209 503	90 317	118 421	5 281	214 019
Taux fixe	37 844	87 936	3 376	129 156	37 073	88 085	4 172	129 330	35 460	91 101	4 957	131 518
Taux variable	52 528	26 029	69	78 626	50 098	29 896	179	80 173	54 857	27 320	324	82 501
Position nette avant gestion	52 528	26 029	69	78 626	50 098	29 896	179	80 173	54 857	27 320	324	82 501
Hors bilan (swaps de taux)	5 300	13 375		18 675	6 050	13 550		19 600	4 136	5 850		9 986
Position nette après gestion	47 228	12 654	69	59 951	44 048	16 346	179	60 573	50 721	21 470	324	72 515

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 472 milliers d'euros.

## 17.9. DETERMINATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2013	2012	2011
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>			
Autres emprunts obligataires	827	905	905
Emprunts et dettes	146 386	149 070	145 163
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	425	740	736
Dettes relatives au crédit bail	1 071	2 866	4 480
Dettes rattachées à des participations ( 1 )	2 631	1 962	1 746
Dettes diverses	4 220	6 703	8 716
Engagements de rachat de minoritaires	15 878	15 817	15 966
<b>Total</b>	<b>171 438</b>	<b>178 063</b>	<b>177 712</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>			
Emprunts et dettes financières	171 438	178 063	177 712
Trésorerie nette	16 801	15 493	12 785
<b>Total</b>	<b>154 637</b>	<b>162 570</b>	<b>164 927</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>			
Dettes à long terme	117 410	122 332	123 702
Dettes à court terme	90 373	87 171	90 317
Total des dettes	207 783	209 503	214 019
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	53 146	46 933	49 092
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>154 637</b>	<b>162 570</b>	<b>164 927</b>
<b>( 1 ) Détail des dettes rattachées à des participations</b>			
RG bricolage	1 567		
SCI Entrepôt Froment	615		
Dumont Investissement	321		
SCI Immobilière Mennecey	128		
<b>Total</b>	<b>2 631</b>		

Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Fournisseurs négoce	118 498	130 643	139 266
Fournisseurs bricolage	27 868	26 923	26 655
<b>Total</b>	<b>146 366</b>	<b>157 566</b>	<b>165 921</b>

Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Dettes fiscales et sociales négoce	45 807	41 915	46 582
Dettes fiscales et sociales bricolage	16 287	14 993	14 329
Dettes d'immobilisations négoce	567	1 193	986
Dettes d'immobilisations bricolage	541	444	285
Autres dettes négoce	5 896	8 563	7 018
Autres dettes bricolage	104	138	326
Produits constatés d'avance négoce	180	244	302
Produits constatés d'avance bricolage	1 815	2 167	2 242
<b>Total</b>	<b>71 197</b>	<b>69 657</b>	<b>72 070</b>

Note 20 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

20.1. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Au 31/12/2013			Au 31/12/2012			Au 31/12/2011		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes de marchandises	934 426	198 855	1 133 281	913 362	189 927	1 103 289	925 256	182 154	1 107 410
Camionnages et prestations de services	24 435	9 449	33 884	25 122	8 536	33 658	25 550	7 623	33 173
Intérêts des créances commerciales	63		63	56		56	89		89
Frais fixes de facturation	1 176		1 176	1 004		1 004	831		831
<b>Total</b>	<b>960 100</b>	<b>208 304</b>	<b>1 168 404</b>	<b>939 544</b>	<b>198 463</b>	<b>1 138 007</b>	<b>951 726</b>	<b>189 777</b>	<b>1 141 503</b>

20.2. AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

	Au 31/12/2013			Au 31/12/2012			Au 31/12/2011		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	61		61	41		41	37		37
Crédit d'impôt recherche							107	51	158
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>41</b>	<b>144</b>	<b>51</b>	<b>195</b>

20.3. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

	2013	2012	% d'évolution 2013/2012		2011
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"	
Négoce	960 100	939 544	2,19	-1,24	951 726
Bricolage	208 304	198 463	4,96	-2,08	189 777
<b>Total</b>	<b>1 168 404</b>	<b>1 138 007</b>	<b>2,67</b>	<b>-1,39</b>	<b>1 141 503</b>

Le chiffre d'affaires à périmètre "non comparable" est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié.

Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de "comparable" qui consiste à retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2012 et 2013.

Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL

21.1.a FRAIS DE PERSONNEL PAR ACTIVITE

	2013	2012	2011
Négoce	131 416	130 193	125 306
Bricolage	39 834	38 593	36 665
<b>TOTAL</b>	<b>171 250</b>	<b>168 786</b>	<b>161 971</b>

21.1.b CHARGES PRISES EN COMPTE DANS LES FRAIS DE PERSONNEL

	Actions gratuites			Participation des salariés			Abondement FCP			Prime de partage des profits		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Négoce	128	318	138	889	909	1 896	1 409	934	881	-	567	630
Bricolage	-	-	-	708	623	571	405	342	342	-	198	281
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>318</b>	<b>138</b>	<b>1 598</b>	<b>1 532</b>	<b>2 467</b>	<b>1 814</b>	<b>1 276</b>	<b>1 223</b>	<b>0</b>	<b>765</b>	<b>911</b>

21.1.c EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

voir à côté

	2013	2012	% d'évolution 2013/2012		2011
			à périmètre non comparable	à périmètre comparable	
Négoce	131 416	130 193	0,94	-2,25	125 306
Bricolage	39 834	38 593	3,22	-1,72	36 665
<b>TOTAL</b>	<b>171 250</b>	<b>168 786</b>	<b>1,46</b>	<b>-2,13</b>	<b>161 971</b>

Suite à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le Groupe a enregistré un produit de 3 802 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Ce dernier a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.



## 21.2. DETAIL DES EFFECTIFS MOYENS PAR ACTIVITE INTEGREE

SOCIETES	2013	2012	2011
<b>NEGOCE</b>	<b>3 256</b>	<b>3 203</b>	<b>3 065</b>
SA SAMSE	1 467	1 503	1 452
SA DUMONT INVESTISSEMENT	8	9	9
SA DORAS	698	714	692
SAS OUTIMAT B.T.P.	6	6	7
SAS BLANC MATERIAUX	16	17	15
SA CHRISTAUD	57	56	59
SAS CELESTIN MATERIAUX	41	40	36
SA VAUDREY (entrée dans le périmètre)	6	0	0
SAS BTP DISTRIBUTION	44	36	33
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	14	14	12
SAS BOIS MAURIS ODDOS	83	76	79
SAS REMAT	34	35	30
SAS MAT APPRO	6	6	7
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	73	76	75
SAS EXPOTEO (fusion absorption par SAMSE)	0	0	17
SAS BOURG MATERIAUX	16	18	15
SARL GET ELECTRIC	7	6	9
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX (TUP à SAMSE)	0	0	10
SAS SOVIME FERMETURES (TUP à REMAT)	0	0	6
SAS ROGER CLEAU	65	64	63
M+ (GROUPE)	432	318	259
SAS LOG EAU (fusion absorption par CHRISTAUD)	0	1	1
GAMAG (GROUPE)	120	147	169
SAS PLOTON	0	0	10
SAS CLAUDE MATERIAUX	10	10	0
SWEETAIR (GROUPE)	53	51	0
<b>BRICOLAGE</b>	<b>1 227</b>	<b>1 258</b>	<b>1 225</b>
SAS LA BOITE A OUTILS	1 100	1 133	1 038
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	60	60	58
SAS COMPTOIR FROMENT	65	65	58
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	2	0	0
SAS DES IDEES (fusion absorption par LA BOITE A OUTILS)	0	0	17
SAS TS HABITAT (TUP à LA BOITE A OUTILS)	0	0	36
SAS BRICOLAGE BOIS DU VERNE (fusion absorption par LA BOITE A OUTILS)	0	0	18
<b>TOTAL</b>	<b>4 483</b>	<b>4 461</b>	<b>4 290</b>

## EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

	2013	2012	2011
Ouvriers	1 073	1 060	1 027
Employés, Techniciens, Agents de maîtrise	2 804	2 822	2 724
Cadres	606	579	539
<b>TOTAL</b>	<b>4 483</b>	<b>4 461</b>	<b>4 290</b>

Note 22 - CHARGES EXTERNES

	2013	2012	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable	2011
Sous traitance générale	5 085	5 684	-10,54	-14,29	4 302
Locations et transport de biens	28 578	24 860	14,96	4,83	24 398
Entretiens et réparations	11 804	12 873	-8,30	-10,60	11 913
Primes d'assurance	3 729	3 759	-0,80	-4,02	3 679
Services extérieurs divers	1 431	1 340	6,79	1,04	1 154
Personnel extérieur à l'entreprise	5 868	6 050	-3,01	-3,29	6 145
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 164	4 060	2,56	-0,42	4 499
Publicité, publications et relations publiques	11 778	12 318	-4,38	-7,51	12 870
Déplacements, missions et réceptions	5 146	4 982	3,29	-0,66	4 740
Frais postaux et télécommunications	2 816	2 813	0,11	-3,23	2 907
Services bancaires et assimilés	1 392	1 383	0,65	-3,69	1 586
Autres services	1 003	1 190	-15,71	-16,72	1 218
	<b>82 794</b>	<b>81 312</b>	<b>1,82</b>	<b>-3,23</b>	<b>79 411</b>

Note 23 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	2013		2012		2011	
	dotations	reprises	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles	15		200		417	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				135		
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles	2		2		552	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		81		81		81
<b>Net</b>		<b>64</b>		<b>14</b>	<b>888</b>	
Dotations pour dépréciation des stocks	11 551		10 719		12 511	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		10 680		10 957		11 453
<b>Net</b>	<b>871</b>		<b>238</b>		<b>1 058</b>	
Dotations pour dépréciation des créances	8 249		9 829		8 539	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		8 298		7 079		6 648
<b>Net</b>		<b>49</b>	<b>2 750</b>		<b>1 891</b>	
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 474		2 485		2 635	
Reprises de provisions pour risques et charges		2 189		2 226		2 894
<b>Net</b>	<b>285</b>		<b>259</b>		<b>259</b>	
Dépréciations des écarts d'acquisition	<b>Net</b>	<b>1 086</b>	<b>1 495</b>		<b>783</b>	
Divers	<b>Net</b>					
Total	23 377	21 248	24 730	20 478	25 437	21 076
<b>Total Net</b>	<b>2 129</b>		<b>4 252</b>		<b>4 361</b>	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2013 et 2012 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-50
des stocks de marchandises	1 109
des créances	-2 799
des provisions pour risques et charges	26
des écarts d'acquisition	-409
des provisions diverses	
<b>Total Net</b>	<b>-2 123</b>

Note 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE

	2013		2012		2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits de cession d'actifs	535		1 531		919	
Autres produits opérationnels	7 478		8 276		8 352	
VNC des éléments d'actifs cédés		466		1 372		594
Autres charges opérationnelles		8 091		7 154		7 580
<b>Total</b>	<b>8 013</b>	<b>8 557</b>	<b>9 807</b>	<b>8 526</b>	<b>9 271</b>	<b>8 174</b>
<b>Net</b>		<b>544</b>	<b>1 281</b>		<b>1 097</b>	

Note 25 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2013		2012		2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Cessions d'actifs corporels	7 750		1 242		3 001	
VNC des éléments d'actifs cédés		6 884		619		1 769
Autres produits et charges opérationnels		1 299	80			58
<b>Total</b>	<b>7 750</b>	<b>8 183</b>	<b>1 322</b>	<b>619</b>	<b>3 001</b>	<b>1 827</b>
<b>Net</b>		<b>433</b>	<b>703</b>		<b>1 174</b>	

Note 25 · AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2013	2012	2011
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>51 006</b>	<b>47 487</b>	<b>54 363</b>
Détail des autres produits et charges opérationnels :			
Produits de cession de l'actif immobilier	7 750	1 242	3 001
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-6 884	-619	-1 769
Badwill rapporté au résultat		275	39
Charges liées à des restructurations	-656	-195	
Autres charges	-643		-97
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>50 573</b>	<b>48 190</b>	<b>55 537</b>

Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	2013	2012	2011
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	655	752	390
Autres produits	-	-	10
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>752</b>	<b>400</b>

Note 27 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	2013	2012	2011
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit	4 232	4 446	4 942

Note 28 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2013		2012		2011	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières		7		81		12
Produits des participations		720		997		958
Produits de cession de titres non consolidés				10		1 696
Produits de cession des immobilisations financières		163		493		10
VNC des titres cédés non consolidés			15		1 354	
VNC des immobilisations financières cédées	115		361		16	
Autres produits divers		1 261		582		532
Autres charges diverses	4		2		2	
Dotations aux dépréciations financières	7					
Différences positives de change		87		137		239
Différences négatives de change	85		46		265	
<b>Total</b>	<b>211</b>	<b>2 238</b>	<b>424</b>	<b>2 300</b>	<b>1 637</b>	<b>3 447</b>
<b>Net</b>		<b>2 027</b>		<b>1 876</b>		<b>1 810</b>



Note 29 - FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

	% de variation			
	2013	2012		2011
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	655	752	-12,90	400
Coût de l'endettement financier brut	-4 232	-4 446	-4,81	-4 942
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-3 577</b>	<b>-3 694</b>	<b>-3,17</b>	<b>-4 542</b>
Autres produits et charges financiers	2 027	1 876	8,05	1 810
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 550</b>	<b>-1 818</b>	<b>-14,74</b>	<b>-2 732</b>

## e Note 30 - CHARGE D'IMPOTS

	2013	2012	2011
Charges d'impôt social	15 801	14 760	18 061
Impôts différés	1 406	-177	-571
<b>Total</b>	<b>17 207</b>	<b>14 583</b>	<b>17 490</b>

## 4 Note 31 - QUOTE-PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	2013	2012	2011
PLATTARD (groupe)	2 069	1 238	2 081
SAS MATERIAUX SIMC	1 013	944	872
SAS RG BRICOLAGE	375	366	253
SAS ZANON TRANSPORTS	136	105	127
SAS DEGUERRY SAMSE	119	103	136
SCI ENTREPOT FROMENT	89	96	80
SCI CHABER	53	41	38
SARL LEADER CARRELAGES	34	81	69
SAS DIDIER	33	42	70
SCI DIJON	15		
SCI MENNECY	13		
SCI LE CARREAU	12	12	12
SCI ESPACE PLUS	10	8	7
SAS AMEO CONSTRUCTION	2	-39	
SA BLAMAT	1	2	
SCI FONTAINE	-1		
SCI MOISERIE	-1		
SAS TARARE MATERIAUX	-85	-80	-116
SA DIJON BETON	-118	-13	206
DEDB (groupe) (1)	-891	-183	-130
SARL CARON		-5	
SAS MATERIAUX ET BOIS ALPINS		-30	
SAS SWEETAIR FRANCE		-142	-1 247
SCI DU CARREFOUR DE CHESNES			15
<b>Total</b>	<b>2 878</b>	<b>2 546</b>	<b>2 473</b>

(1) Le résultat de l'exercice a été impacté de manière significative par les frais liés aux ouvertures des magasins sur l'année 2013.

**Note 32 - RESULTAT PAR ACTION**

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	94 096	3 363 988
Achats d'actions propres en cours d'exercice		10 461	-10 461
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	104 557	3 353 527
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 357 727
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - ( en € )			29 658 996
<b>Résultat par action</b>			<b>8,83</b>
	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 357 727	0	3 357 727
<b>Résultat dilué par action</b>			<b>8,83</b>

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata tempons	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	10 461	4 200	6 261

**A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE**

I - ENGAGEMENTS DONNES	2013	2012	2011
Engagements de prise de participations	-	-	285
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>285</b>

**B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE**

I - ENGAGEMENTS DONNES	2013	2012	2011
<b>Obligations en matière de location-financement immobilier</b>			
crédit-bail	date	échéance	
	30/12/2002	30/09/2014	527
	30/12/2005	30/09/2014	490
<b>Total</b>	<b>1 017</b>	<b>2 832</b>	<b>4 362</b>

**Obligations en matière de location-financement mobilier**

Divers financements de véhicules et matériels 60 34 118

**Contrats de location simple**

Véhicules 7 825 6 992 6 788

**Garanties financières**

Cautions bancaires sur prêts et découverts 2 117 2 150 3 809

**II - ENGAGEMENTS RECUS**

Ligne de crédit reçue et non utilisée - 1 500 2 500

**C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE**

I - ENGAGEMENTS DONNES	2013	2012	2011
<b>Compromis d'achat immobilier</b>			
Terrains	181	-	3 134
Ensembles immobiliers	1 500	1 500	-
<b>Total</b>	<b>1 681</b>	<b>1 500</b>	<b>3 134</b>

**Engagement contractuel technique**

Informatique 31/05/2011 - - -

**Cautions données dans le cadre de l'exploitation**

Cautions douanières et diverses 18 72 72

Indemnités de résiliation de convention de rémunération 294 447 623

**II - ENGAGEMENTS RECUS****Compromis de vente immobilier**

Ensembles immobiliers 510 491 -

Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité - - 606

**Total 510 491 606**

3 **Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

Les parties liées sont :

- . la société mère du groupe (Dumont Investissement),
- . les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- . les entreprises associées,
- . les co-entreprises,
- . les membres du comité de direction.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement ou proportionnellement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Les relations Mère-Filles sont décrites dans le rapport des commissaires aux comptes.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	Dumont Investissement
Produits	20 387	-	-
Charges	10 085	-	2 395
Créances rattachées à des participations	5 304	-	
Dettes rattachées à des participations	2 310	-	321
Comptes courants intra-groupe :			
	<b>Actifs</b>	<b>2 131</b>	
	<b>Passifs</b>	<b>1 380</b>	<b>561</b>

Sur l'exercice 2013, le Groupe a cédé un ensemble immobilier à la SCI Immobilière Dijon (société mise en équivalence) au prix de vente de 7,7 millions d'euros, dégageant ainsi une plus-value de 1 million d'euros.

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du " key personnel " commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA Dumont Investissement, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet - 38 100 Grenoble

N° Siren : 345 287 734

Date de clôture : 31/12/2013

c

d

	2013
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	1 682 015
<b>Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :</b>	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	380 019
Elimination de la quote part de CA des sociétés intégrées proportionnellement	8 684
Retraitement IFRIC 13	293
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	125 201
<b>Total</b>	<b>1 168 404</b>

#### REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Cette information figure dans le Rapport de Gestion - Chapitre 3.6 - du présent document.

Note 35 - INSTRUMENTS FINANCIERS

A. INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN ( en milliers d'euros )

	Au 31/12/2013		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	8 009	8 009	8 009			
Autres actifs financiers non courants	11 930	11 930	6 034	5 896		
Clients et comptes rattachés	145 954	145 954		145 954		
Autres actifs financiers courants	62 682	62 682		62 682		
Equivalents de trésorerie	5 309	5 309		5 309		
Trésorerie	47 836	47 836		47 836		
<b>Actifs</b>	<b>281 720</b>	<b>281 720</b>	<b>14 043</b>	<b>267 677</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Passifs financiers non courants	117 410	117 410			117 284	126
Fournisseurs et comptes rattachés	146 366	146 366			146 366	
Autres dettes courantes	71 197	71 197			71 144	53
Passifs financiers courants	90 372	90 372			90 372	
<b>Passifs</b>	<b>425 345</b>	<b>425 345</b>			<b>425 166</b>	<b>179</b>

	Au 31/12/2012		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	4 958	4 958	4 958			
Autres actifs financiers non courants	9 696	9 696	4 596	5 100		
Clients et comptes rattachés	149 625	149 625		149 625		
Autres actifs financiers courants	64 231	64 231		64 231		
Equivalents de trésorerie	3 266	3 266		3 266		
Trésorerie	43 667	43 667		43 667		
<b>Actifs</b>	<b>275 443</b>	<b>275 443</b>	<b>9 554</b>	<b>265 889</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Passifs financiers non courants	122 332	122 332			122 119	213
Fournisseurs et comptes rattachés	157 566	157 566			157 566	
Autres dettes courantes	69 657	69 657			69 547	110
Passifs financiers courants	87 171	87 171			87 171	
<b>Passifs</b>	<b>436 726</b>	<b>436 726</b>			<b>436 403</b>	<b>323</b>

	Au 31/12/2011		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	5 113	5 113	5 113			
Autres actifs financiers non courants	6 233	6 233	1 133	5 100		
Clients et comptes rattachés	160 139	160 139		160 139		
Autres actifs financiers courants	57 841	57 841		57 841		
Equivalents de trésorerie	6 393	6 393		6 393		
Trésorerie	42 699	42 699		42 699		
<b>Actifs</b>	<b>278 418</b>	<b>278 418</b>	<b>6 246</b>	<b>272 172</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Passifs financiers non courants	123 702	123 702			123 590	112
Fournisseurs et comptes rattachés	165 921	165 921			165 921	
Autres dettes courantes	72 070	72 070			71 970	100
Passifs financiers courants	90 317	90 317			90 317	
<b>Passifs</b>	<b>452 010</b>	<b>452 010</b>			<b>451 798</b>	<b>212</b>

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- . IFRS 7.37a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.
- . IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.
- . IFRS 7.B5g - non appliqué.
- . IFRS 7.39a - échéancier des passifs : cf. note 17.2.



B . IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS ( en milliers d'euros )

Au 31/12/2013			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		2 230	
Instruments dérivés	144		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>2 230</b>	

Au 31/12/2012			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		-449	
Instruments dérivés	-112		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>-112</b>	<b>-449</b>	

Au 31/12/2011			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		-938	
Instruments dérivés	100		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>-938</b>	

Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES (PAR NATURE D'ACTIVITE)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel. Les Unités Généralistes de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écart d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2013, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2013			2012			2011		
	Activité			Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 075 457	218 148	1 293 605	1 053 166	206 717	1 259 883	1 059 099	199 143	1 258 242
inter-secteurs	-115 357	-9 844	-125 201	-113 622	-8 254	-121 876	-107 373	-9 366	-116 739
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>960 100</b>	<b>208 304</b>	<b>1 168 404</b>	<b>939 544</b>	<b>198 463</b>	<b>1 138 007</b>	<b>951 726</b>	<b>189 777</b>	<b>1 141 503</b>
Résultat Opérationnel Courant	41 302	9 704	51 006	38 487	9 000	47 487	46 428	7 935	54 363
Résultat Opérationnel	40 933	9 640	50 573	39 192	8 998	48 190	47 691	7 846	55 537
Résultat financier	-1 378	-172	-1 550	-1 659	-159	-1 818	-2 505	-227	-2 732
Quote part des résultats des entreprises associées	3 213	-835	2 378	2 214	332	2 546	2 219	254	2 473
Impôt			-17 207			-14 583			-17 490
<b>Résultat net</b>			<b>34 694</b>			<b>34 335</b>			<b>37 788</b>

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2013			2012			2011		
	Activité			Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	21 838	5 299	27 137	20 738	5 118	25 856	20 493	4 763	25 256
Dépréciations des écarts d'acquisition	1 035	51	1 086	1 155	340	1 495	469	314	783
Dépréciations des immobilisations incorporelles	15		15	65		65	116	300	416
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles		-81	-81		-81	-81	400	69	469
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	2		2	2		2	2		2
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des actifs circulants	-65	16	-49	2 727	23	2 750	1 914	-24	1 890
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	1 163	-252	911	-694	456	-238	775	284	1 059
Dotations et reprises de provisions diverses	81	204	285	-144	403	259	-751	493	-258

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2013			2012			2011		
	Activité			Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
<b>Actifs</b>	<b>666 882</b>	<b>112 789</b>	<b>779 671</b>	<b>645 213</b>	<b>121 762</b>	<b>766 975</b>	<b>637 888</b>	<b>120 908</b>	<b>758 796</b>
Entreprises associées	35 145	2 711	37 856	33 046	1 916	34 962	33 248	1 756	35 004
<b>Total des actifs</b>	<b>702 027</b>	<b>115 500</b>	<b>817 527</b>	<b>678 259</b>	<b>123 678</b>	<b>801 937</b>	<b>671 136</b>	<b>122 664</b>	<b>793 800</b>
<b>Total des dettes</b>	<b>382 967</b>	<b>64 170</b>	<b>447 137</b>	<b>383 350</b>	<b>73 055</b>	<b>456 405</b>	<b>393 586</b>	<b>78 274</b>	<b>471 860</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	30 119	5 618	35 735	27 626	8 789	36 415	25 924	7 974	33 898

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes. Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- . Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- . Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et de décoration.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiées à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.